

Ph. BOURRINET

# LE MOUVEMENT DES CONSEILS EN RUSSIE & FINLANDE, ALLEMAGNE, AUTRICHE & HONGRIE, 1917-1919



Garde rouge ouvrière, usine Vulkan, Petrograd, 1917.



Gardes rouges de Vaasa, Finlande, début de la guerre civile, 1918.

Éditions *moto proprio* (我的摩托车出版社), Paris, décembre 2018

Prix : 3 €

«Un soulèvement des masses populaires n'a pas besoin de justification. Ce qui s'est produit est bel et bien une insurrection et non pas une conspiration. Nous avons stimulé l'énergie révolutionnaire des ouvriers et des soldats de Petrograd». TROTSKY, 25 octobre 1917.

«La lutte pour le socialisme est la guerre civile la plus fantastique que l'histoire du monde ait jamais connue, et la révolution prolétarienne doit se doter des moyens nécessaires, elle doit apprendre à les utiliser pour lutter et vaincre. **Doter de la sorte la masse compacte de la population laborieuse de la totalité du pouvoir politique pour qu'elle accomplisse les tâches révolutionnaires, c'est ce qu'on appelle la dictature du prolétariat : la démocratie véritable.** [...] **La Ligue spartakiste ne prendra jamais le pouvoir que par la volonté claire et sans équivoque de la grande majorité des masses prolétariennes dans l'ensemble de l'Allemagne.** Elle ne le prendra que si ces masses approuvent consciemment ses vues, les buts et les méthodes de lutte de la Ligue spartakiste». Rosa LUXEMBURG, Que veut le Spartakusbund. Programme du KPD, déc. 1918.

«L'anéantissement de la bourgeoisie comme classe dirigeante, comme classe, est un long et laborieux processus, aussi violent qu'en Allemagne. [...] La méthode de gouvernement des socialistes majoritaires et la tiédeur-hésitation des Indépendants font toutes deux partie du pouvoir idéologique de la classe bourgeoise sur le prolétariat ascendants». Anton PANNEKOEK, mai 1919\*.

«... ce serait une lourde erreur de croire qu'on peut conclure une paix avec les capitalistes de l'étranger, alors même que nous voulons lutter contre nos propres capitalistes à l'intérieur du pays. Je crois qu'à ce sujet, il ne peut y avoir de divergences : **notre but et notre tâche, c'est l'anéantissement du capitalisme, l'oppression la plus impitoyable, la plus inexorable.**» Tibor SZAMUELY, 19 juin 1919, répliquant à Béla Kun à la recherche d'un compromis avec Clemenceau et l'Entente\*\*.

---

\* Karl Horner (Pannekoek), «Vooruitzichten» [Perspectives], *De Nieuwe Tijd* n° 19, 15 mai 1919, p. 314-323.

\*\* Tibor Szamuely, *Alarm : Ausgewählte Reden und Aufsätze*, Corvina, Budapest, 1959 (introduction de Béla Kun).

## INTRODUCTION

Un mouvement révolutionnaire a toujours des acteurs : le prolétariat et ses organismes (conseils d'ouvriers, de soldats, comités d'usine, partis prolétariens), une finalité : «*la destruction du capitalisme*» (Tibor Szamuely, 1919) et des moyens propres : la guerre de classe contre la bourgeoisie. Cela implique non seulement la défaite militaire de la classe exploiteuse qui déclenche la guerre civile mais aussi sa totale expropriation par la socialisation (ou communisation) des instruments de production.

La défaite des révolutions des conseils (Allemagne et Hongrie) par la force des armes – mais aussi pacifiquement par la tromperie (Autriche) –, auxquelles il faut ajouter la Finlande (1918) et la Bavière (1919), la disparition des conseils comme réels organismes de pouvoir prolétarien dans la Russie des soviets après mars 1918, autant d'événements historiques qui nécessitent une réflexion sans préjugés.

Un siècle après la formidable vague prolétarienne qui ébranla dans ses fondements le monde capitaliste, le terme de révolution des conseils est du chinois. Le régime de Tito en fit un régime de cogestion «socialiste» du capitalisme d'État.

Il importe donc de définir clairement la fonction des conseils ouvriers qui éclosent comme des champignons entre 1917 et 1919 : 1. Des organes de préparation à la prise du pouvoir par l'ensemble des travailleurs, et non des «préparlements» débouchant sur une bourgeoise Assemblée constituante. 2. Des organes de domination de l'économie sous forme de «socialisation», après la prise du pouvoir. Selon Trotsky :

**Les soviets sont les organes de préparation des masses à l'insurrection, les organes de l'insurrection et, après la victoire, les organes du pouvoir<sup>1</sup>.**

Il s'agit donc d'une insurrection généralisée des masses qui pose la question de la force et de l'étendue d'un mouvement d'abolition du système capitaliste mondial, ce que certains appellent «communisation». Un processus qui ne peut être «pacifique», et nécessitera plusieurs décennies de batailles sociales, voire militaires, au niveau mondial.

---

<sup>1</sup> Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, II, chap. 44 : «L'art de l'insurrection», 1930.

## I. GUERRE ET RÉVOLUTION

La défaite militaire, cumulée aux problèmes sociaux inhérents au capitalisme, entraîne les masses travailleuses dans le tourbillon de la révolution. Le premier exemple en est la guerre franco-allemande de 1870 qui débouche sur la Commune de Paris. La défaite des armées du tsar face au Japon (février 1904-septembre 1905) met le feu aux poudres : la Russie est embrasée par la révolution, d'abord sous forme de grèves, où surgissent des conseils ouvriers et de soldats, puis sous celle d'insurrections d'ouvriers (Saint-Pétersbourg, Moscou) et de marins (Kronstadt et Sébastopol), mais aussi de soulèvements paysans.

À l'issue de défaites militaires cuisantes, les puissances centrales impériales et la Russie tsariste se désagrègent avec une extrême rapidité. Cette désagrégation fait éclore la révolution des conseils.

De 1917 à 1919 la Russie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, en raison de leur structure sociale et nationale, sont des maillons faibles de la chaîne impérialiste car elles sont des puissances vaincues. Chez les puissances victorieuses, ce sont leurs colonies et semi-colonies (Irlande, Inde, Indochine) qui vont poser problème, mais le prolétariat colonial reste calme, car la bourgeoisie coloniale fait miroiter un aménagement de leur misérable statut. Le prolétariat français bouge peu attendant les miettes de la «victoire» promises plus par Clemenceau (*«L'Allemagne paiera»*). Seul bouge le prolétariat et les paysans irlandais à Pâques 1916, mais sous la bannière du nationalisme. Le prolétariat britannique sous l'uniforme va bouger à son tour au début de l'année 1919, pour exiger sa démobilisation immédiate, et manifester un ferme refus d'une intervention contre la Russie bolchevique<sup>2</sup>.

Enfin, les 14 points du président américain Wilson (8 janvier 1918) qui proclament «le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» contribuent au démembrement des empires allemand et austro-hongrois, pour le plus grand profit des impérialismes anglo-saxon et français. Le plan de Wilson favorise aussi l'émergence de bourgeoisies nationales réactionnaires, en Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne et pays baltes, qui vont jouer un rôle de cordon sanitaire contre tous les mouvements révolutionnaires dont l'objectif est la prise du pouvoir par les conseils d'ouvriers et de soldats et l'anéantissement du capitalisme.

---

<sup>2</sup> Le premier ministre Lloyd George confessait en janvier 1919, en pleine «Conférence de la paix», à Paris : «Si l'on entreprenait une opération contre les bolcheviks, l'Angleterre deviendrait bolchevique et il se créerait un soviet à Londres». Cité par Edward Hallet Carr, *La Révolution bolchevique*, vol. 3. *La Russie soviétique et le monde*, Éditions de Minuit, 1974, p. 136-137.



Soviet de Saint-Pétersbourg, 13 oct.–3 déc. 1905.

a) *La défaite militaire du tsarisme pose en 1905 la question de la nature et du rôle des conseils*

En 1905, la défaite de la Russie de l'autocrate Nicolas II face à l'impérialisme nippon galvanise le prolétariat russe. Le 12 mai 1905, dans la ville textile d'Ivanovo, débute une grève de soixante-douze jours des ouvriers de la ville. Cette grève fait surgir un soviet, composé de 151 députés-ouvriers des manufactures en grève. Le phénomène se généralise dans toute la Russie, en particulier à Saint-Pétersbourg et à Moscou.

En octobre, se constituent des soviets de soldats à Moscou, Sébastopol, Vladivostok, Kharbin (en Chine), mais aussi – ce qui est significatif – des conseils d'ouvriers *et* de soldats à Irkoutsk et Krasnoïarsk<sup>3</sup>. Les marins de Kronstadt et de Sébastopol s'insurgent en novembre. À l'initiative des socialistes révolutionnaires (S.R.), des soviets de paysans se constituent. À la fin du mois de novembre 1905, avec la répression tsariste, il ne reste plus comme opposition que les soviets ouvriers et l'Union paysanne panrusse. Le comte Serge Witte, ministre du tsar, fait arrêter les dirigeants de l'Union paysanne le 27 novembre et les membres du soviet ouvrier de Saint-Pétersbourg, le 16 décembre.

Le soviet de Saint-Pétersbourg, présidé par Trotski, appelle à l'insurrection. Elle est vite écrasée. Le soviet de Moscou prend le relais, mais le tsar peut compter sur la fidélité de ses troupes, et du 22 décembre 1905 au 1<sup>er</sup> janvier 1906 des combats opposent les ouvriers de Moscou à la police et à l'armée, non dans une insurrection pour le pouvoir mais dans une guerre de partisans urbaine. Cette défaite n'en pas vraiment une, car la combativité du prolétariat demeure intacte : le massacre par l'armée des ouvriers des mines d'or de la Léna (plus de 150 morts), en avril 1912, entraîne une vague croissante de grèves révolutionnaires qui culmine dans les premiers mois de 1914.

---

<sup>3</sup> Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie 1905-1921*, Gallimard, 1972, p. 325-326.

La révolution de 1905 pose déjà aussi la question du rapport entre les conseils ouvriers et les partis révolutionnaires. Les conseils sont considérés soit comme de simples vecteurs du programme socialiste incarné par ses partis révolutionnaires soit comme les moteurs de la transformation révolutionnaire, où les prolétaires et leurs partis sont eux-mêmes constamment révolutionnés par le mouvement des conseils.

Le débat qui surgit en 1905 – tant chez les mencheviks que chez les bolcheviks – pose clairement les enjeux du pouvoir des conseils. L'*Iskra*, alors organe menchevik, proclame le 1<sup>er</sup> juillet que les soviets sont des comités de propagande, voire des centres d'autorégulation ouvrière. Ils pourraient devenir, au niveau de l'Empire, une «assemblée constituante», par une transcroissance du mouvement de grèves en insurrection<sup>4</sup>. Jules Martov fait même des soviets, que les mencheviks ont contribué à créer, des «*organisations apolitiques et indépendantes*» des «partis ouvriers», une sorte de chambre professionnelle ouvrière qui favoriserait «*la réforme démocratique de la société*», bref une antichambre de la «révolution bourgeoise» russe<sup>5</sup>.

Une lettre circulaire du 9 novembre 1905 du Comité central bolchevik, probablement rédigée par Alexandre Bogdanov, met en garde contre le risque de voir les organismes 'soviétiques' se «transformer en parti ouvrier 'indépendant'», par manque de conscience politique. En conséquence, «*l'objectif de la social-démocratie à l'égard du soviet [de Pétersbourg] consiste à le pousser à accepter son programme et sa direction tactiques*». La conclusion est une vigoureuse mise au pied du mur :

**En cas de refus de ces organisations d'accepter le programme de notre parti et de l'acceptation d'un quelconque autre programme, les social-démocrates doivent les quitter et dévoiler devant les masses prolétariennes leur caractère antiprolétarien<sup>6</sup>.**

Bref, les soviets doivent se soumettre ou se démettre, être tout au plus un organisme technique du Parti, une simple courroie de transmission. Tout autre est la position de Lénine, revenu en Russie à la fin de l'année. Il affirme de façon surprenante que «[le soviet] *«ne doit pas appartenir à un parti déterminé*», alors qu'il forme «*le noyau du gouvernement révolutionnaire provisoire*». Il incarne le front unique des députés de toutes les couches sociales : travailleurs, armée, marine, paysannerie, et même intelligentsia bourgeoise, ce qui «est un plus et nullement un moins», précise Lénine. Ce dernier défend l'idée – à laquelle demeureront fidèles les bolcheviks jusqu'aux Thèses d'avril de 1917 – que le

---

<sup>4</sup> *Iskra* n° 101, juin 1905, citée par Avraham Yassour, «Modèles d'organisation révolutionnaire à Pétersbourg en 1905», in AAVV, *Sur 1905*, Champ Libre, 1974, p. 210-211.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 216-217.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 219-221. Souligné par nous. Notons que c'est la politique que pratiqua Otto Rühle à Dresde en novembre 1918 en demandant aux IKD de quitter rapidement les conseils locaux.

programme d'un gouvernement révolutionnaire est celui d'une révolution démocratique bourgeoise, nécessitant la «réunion d'une assemblée constituante populaire» soutenue par le peuple armé. Dans un autre article, Lénine affirme que le soviét n'est qu'une institution démocratique luttant pour des buts déterminés – «**une dictature démocratique mais non socialiste**» et qu'il ne peut donc être un «parlement ouvrier» ou un «organisme d'auto-administration du prolétariat», donc de dictature du prolétariat<sup>7</sup>.

Organe soumis au parti, ou dissous dans le magma d'une assemblée constituante regroupant la prétendue «démocratie révolutionnaire», le soviét n'est donc pas appelé à devenir l'organe de pouvoir de la classe prolétarienne, avec la mission de mettre fin au système de la démocratie capitaliste, fondée sur l'exploitation de l'immense majorité par une infime minorité.

Trotski, partisan de la «révolution permanente», prophétise le danger que font courir à la révolution future les mencheviks comme les bolcheviks, en cas de victoire du prolétariat :

[...] tandis que les aspects antirévolutionnaires du menchevisme se manifestent dès à présent dans toute leur étendue, **ce qu'il y a d'antirévolutionnaire dans le bolchevisme ne nous menace** – mais la menace n'en est pas moins sérieuse – **que dans le cas d'une victoire révolutionnaire**<sup>8</sup>.

b) 1915 à 1918 : pas de reprise de classe dans les deux camps sans le déclenchement de grèves économiques et politiques

La guerre mondiale à peine 10 ans plus tard pose la question non d'une révolution dans un seul pays mais dans tous les pays. Il s'agit de mettre fin à la guerre et au régime social qui en est la vraie cause : le capitalisme.

La révolution des conseils de 1917 à 1919 n'est pas née de révoltes spontanées. Elle a été préparée par une lutte de classe prérévolutionnaire dans les deux camps, dans tous les secteurs prêts à s'enflammer : les mines, les chantiers navals, les usines, les unités où sont mobilisés les ouvriers qualifiés, en particulier la marine. Les minorités révolutionnaires, bien que faibles au départ, y ont joué un rôle décisif.

Nous donnons pour mémoire les principales étapes de cette montée révolutionnaire.

---

<sup>7</sup> Lénine, «Socialism i anarkhizm], *Novaïa Jizn* n° 21, 25 nov. 1905, traduction française in *Œuvres*, tome X (nov. 1905-juin 1906), 1967.

<sup>8</sup> Trotski, «Nos différends», 1905, Les Éditions de Minuit, 1969, p. 385-386. Souligné par nous. L'article fut publié d'abord dans la Revue socialiste (*Przeglad socjalistyczny*), à Varsovie.

**1915** : En février, éclate un long conflit qui paralyse les chantiers de construction navale de Glasgow (Clyde); en août, les mineurs gallois cessent le travail<sup>9</sup>. En Russie, on dénombre la même année 550.000 grévistes, reprenant le cycle ascendant de grèves qui touche 1,5 million d'ouvriers dans les six premiers mois de 1914<sup>10</sup>.

**1916** : En Allemagne, surgissent des grèves politiques protestant contre l'arrestation de Karl Liebknecht, suite à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, d'où part le cri : «*À bas la guerre !*». À l'annonce de sa condamnation, le 29 juin, 55.000 ouvriers se mettent en grève à Berlin, Braunschweig (Brunswick), Brême et Stuttgart. Kautsky note avec dépit que Liebknecht est devenu «*l'homme le plus populaire dans les tranchées*»<sup>11</sup>.

En France, les ouvrières de l'habillement, puis les «munitionnettes», s'illustrent à la fin de l'année 1916 dans les usines de guerre. Les grèves culminent en 1917 au moment où s'étendent les mutineries sur le front, certains régiments parlant de marcher sur Paris. Apparaissent des mots d'ordre : «*Vive la paix !*» et «*À bas la guerre !*», on ressort les drapeaux rouges. Ces grèves ont une résonance dans certaines unités mutinées, où l'on compose cette chanson, de tonalité anarcho-syndicaliste : «*Allons Mesdames un bon mouvement / Faites donc sauter les munitions / À bas la guerre (bis) Faites donc sauter les usines / Allez piller les Invalides / À bas la guerre*»<sup>12</sup>.

Plus futés, les prolétaires sous l'uniforme russes, allemands, puis hongrois, ne feront pas sauter les usines d'armement, mais distribueront armes et munitions aux ouvriers, qui forment les gardes rouges.

**1917** : En avril, surgissent les grèves des métallos à Berlin, où s'illustrent les délégués révolutionnaires, semi-clandestins, groupe d'ouvriers qualifiés radicaux, qui conjuguent agitation sociale et lutte politique contre la guerre. À ces grèves viennent s'ajouter les premières révoltes dans la flotte de juin à août, en particulier à Wilhelmshaven. Les principaux instigateurs de la révolte, Max Reichpietsch et Albin Köbis, qui ont essayé vainement de trouver un appui auprès de l'USPD, sont jugés par un tribunal militaire et fusillés le 5 septembre<sup>13</sup>.

**1918** : Fin janvier, un grand mouvement de grèves, prérévolutionnaire, enflamme l'Autriche et l'Allemagne.

---

<sup>9</sup> Alfred Rosmer, *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale*, vol. 2, reprint Éditions d'Avron, 1993, p. 60.

<sup>10</sup> Marc Ferro, *La révolution de 1917*, Albin Michel, 1997, p. 35 et 45.

<sup>11</sup> Gilbert Badia, *Le spartakisme*, L'Arche, Paris, 1967, p. 106-111.

<sup>12</sup> André Loez, *14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*. Paris, Gallimard, 2010, p. 170.

<sup>13</sup> Badia, op. cit., p. 130-132.



Les délégués révolutionnaires, dont fait partie l'ouvrier tourneur Richard Müller<sup>14</sup>, appellent à la grève politique, «*pour une paix sans annexions ni indemnités, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*». Il y a 400.000 grévistes à Berlin. Un comité d'action est élu, qui *sur l'insistance de Richard Müller*, intègre même Ebert, Scheidemann et Braun – tous social-patriotes et futurs bourreaux du prolétariat allemand ! Haase, Dittmann et Ledebour représentent les Indépendants de l'USPD, formé en avril 1917. Le 31 janvier, Ebert, qui travaille la main dans la main avec les autorités, proclame que «*la victoire est le vœu le plus cher de tous les Allemands*». Conspué, traité de traître, il est contraint de se déclarer solidaire de la grève... Le mot d'ordre de reprise du travail est lancé par le comité d'action pour le 3 février. La répression décapite le mouvement pour quelques mois. Un sentiment de rage se développe chez les ouvriers radicaux : «*Il nous faut des armes : il nous faut de la propagande dans l'armée. L'unique issue est la révolution*»<sup>15</sup>.

La grève générale se répand dans toute l'Autriche, mais pas en Bohême-Moravie où la propagande indépendantiste et pro-Entente triomphe<sup>16</sup>. La social-démocratie manifeste un radicalisme de la phrase qui ne lui coûte rien : l'*Arbeiter-Zeitung* du 1<sup>er</sup> janvier propose que le Jour de l'an 1918 soit rebaptisé «*Jour de Lénine*». Mais ce radicalisme verbeux de la gauche (Otto Bauer) montre toutes ses limites :

«*Nous avions voulu que la grève fût une grande démonstration révolutionnaire. Nous ne pouvions pas vouloir la transformation de la grève en révolution. C'est pourquoi il nous fallut faire en sorte que la grève se terminât avant que la famine n'eût contraint les grévistes à la capitulation – qu'elle se terminât de manière à consolider la force et la confiance des masses*»<sup>17</sup>.

Mais sans révolte violente contre les conditions inhumaines d'existence, sans organisation des ouvriers et soldats en conseils, il ne pouvait être question de transformation de «*grèves en révolution*».

---

<sup>14</sup> Ralf Hoffrogge, *Richard Müller. L'homme de la révolution de novembre 1918, les nuits rouges*, 2018.

<sup>15</sup> Cité par Broué, «*Octobre 1917 en Allemagne*», in *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, p. 73.

<sup>16</sup> Le «*Conseil national tchécoslovaque*» fut créé en février 1916, à Paris, sous la conduite de Tomáš Garrigue Masaryk, Edvard Beneš et Milan Rastislav Štefánik, ... sous la supervision du Quai d'Orsay.

<sup>17</sup> Otto Bauer, *Die Österreichische Revolution* [La révolution autrichienne], Vienne, 1923, p. 65. Édition électronique : <https://www.marxists.org/deutsch/archiv/bauer/1923/oesterrev/index.html>. Voir aussi : Roman Rosdolsky, «*La situation révolutionnaire en Autriche en 1918 et la politique des sociaux-démocrates. La grève de janvier 1918 en Autriche*», *Critique communiste*, sept.-oct. 1977.



Mutinerie des marins de la flotte austro-hongroise à Cattaro (Kotor), côte dalmate, 1<sup>er</sup> février 1918.

c) *Au cœur de la révolution : l'armée, de sa décomposition à l'armement du prolétariat*

L'armée de conscription engagée sur les fronts était une armée d'ouvriers et de paysans. D'ouvriers, dans les pays industrialisés : Allemagne (9 millions environ, dont 2,5 de syndiqués), France (6,5 millions), Grande-Bretagne (8 millions d'ouvriers, 4 millions de syndiqués), Autriche et Bohême-Moravie. En Russie dominait une majorité écrasante de paysans, à peine sortis du servage, sauf dans la marine et les régiments techniques. La Russie comptait un prolétariat de 3,4 millions d'ouvriers d'usine, souvent concentrés dans de gigantesques usines (comme les usines Poutilov de Petrograd). En Hongrie, la classe ouvrière est surtout concentrée dans la capitale Budapest, dans de gigantesques usines, comme sur l'île de Csepel [Tschepel]: 1,5 million de travailleurs (dont 720.000 syndiqués) sur 9 millions d'habitants, les campagnes étant peuplées de petits paysans mais aussi d'ouvriers agricoles.

L'année 1916 marque un tournant majeur dans le processus de décomposition des armées. Le phénomène des désertions devient un phénomène massif. En juin 1916, 300.000 prisonniers sont faits par l'armée russe, en grande partie des déserteurs tchèques, hongrois, croates, etc. En février-mars 1918, ce sont plus de 250.000 soldats qui désertent l'armée des Habsbourg. Quant à l'armée russe, la désertion devient un sport national : 1 million de déserteurs en 1916, puis 2 millions en 1917. Désormais les soldats votent avec leurs pieds contre la guerre pour la révolution. Les désertions s'apparentent à une mutinerie de masse contre la guerre.

Le plus spectaculaire mouvement de désertions reste celui de Caporetto en octobre 1917, lorsque l'armée du général Cadorna, partisan de la discipline la plus brutale, perdit 40.000 tués, 294.000 prisonniers, auxquels s'ajoutèrent 400.000 déserteurs<sup>18</sup>. Mais sans réponse sociale à l'intérieur, sans généralisation de la lutte de classe en Italie, la répression s'abattit impitoyablement sur les déserteurs. 750 furent fusillés.

---

<sup>18</sup> Jean-Paul Bled, *L'Agonie d'une monarchie. Autriche-Hongrie 1914-1920*, Tallandier, 2017, p. 336-337.

Amadeo Bordiga, dans son *Histoire de la gauche communiste*, parue en italien en 1964, souligna l'enjeu de Caporetto pour le prolétariat italien, alors que des chefs socialistes, tel Filippo Turati, appelaient à l'Union sacrée pour «défendre la patrie en danger». Pour Bordiga, le vrai défaitisme révolutionnaire, c'est la préparation à l'insurrection armée de toute une classe :

Dans la pratique, les prolétaires mobilisés avaient appliqué le défaitisme, bien que de manière insuffisante, en désertant le front. *Ils avaient jeté leurs armes au lieu de les garder pour des actions de classe, comme cela se passait à la même époque sur le front russe...*<sup>19</sup>

La question clef de toute cette période est bel et bien celle de l'armement du prolétariat pour briser l'échine de la classe ennemie, la bourgeoisie, de la Russie à la Hongrie, en passant par la Finlande et l'Allemagne.

Si l'insurrection d'octobre fut techniquement un coup d'état contre le gouvernement Kérenski, elle ne fut nullement un putsch militaire opéré secrètement par quelques comploteurs. Elle se fit quasiment au grand jour, la date précise de l'insurrection restant plus ou moins «secrète», mais elle fut appuyée par une majorité des 13 millions d'ouvriers et moujiks sous l'uniforme. Le prolétariat détient déjà quasiment le pouvoir dans les usines, par l'intermédiaire des conseils ouvriers et surtout des conseils d'usine, plus sensibles à la propagande radicale des bolcheviks<sup>20</sup>. Les gardes rouges ouvrières formées dans les usines fin mars – sous la conduite d'un astronome bolchevik !<sup>21</sup> – constituent en Russie une petite armée de 20.000 hommes qui allait s'intégrer en mars 1918 dans l'Armée rouge.

Mais beaucoup plus qu'en Allemagne et en Finlande, et même en Hongrie, c'est la paysannerie qui apporta le «plus» nécessaire à la victoire de l'insurrection. Comme le constate Trotsky :

*La Révolution d'Octobre était la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie pour le pouvoir. Mais c'est le moujik qui en fin de compte décida de l'issue de la lutte. [...]*

Le parti dirigeait l'insurrection ; la principale force motrice était le prolétariat ; les

---

<sup>19</sup> Souligné par nous. Sur l'attitude des officiers italiens, lors de Caporetto, Bordiga donne cette savoureuse précision : «*et si les (prolétaires) n'avaient pas tiré sur leurs officiers c'était parce que les officiers s'étaient enfuis avec eux au lieu d'empoigner les historiques pistolets de l'Amba Alagi de 1895–1897 (autre grande époque italienne) dans la tentative d'arrêter leur fuite*». Texte en français : [http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/).

<sup>20</sup> Pour les événements en Russie nous renvoyons à l'*Histoire de la révolution russe* de Trotsky, ainsi qu'aux ouvrages d'Alexander Rabinowitch, *Les bolcheviks prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Pétrograd*, La Fabrique, 2016 et de Stephen A. Smith, *Pétrograd Rouge. La Révolution dans les usines (1917-1918)*, les nuits rouges, 2017.

<sup>21</sup> Pavel Sternberg, astronome d'origine allemande, qui a laissé – comme d'ailleurs Anton Pannekoek – son nom à un astéroïde, un cratère sur la Lune et à l'Institut (Sternberg) d'astronomie de Moscou.

détachements ouvriers armés constituaient le poing de choc; mais l'issue de la lutte se décidait par la garnison paysanne, difficile à soulever<sup>22</sup>.

Jusqu'à octobre 1918, les affrontements les plus importants se déroulent en Hongrie, où la volonté des soldats, des marins, des mineurs, des couches de prolétaires se heurtent non seulement au régime en place mais à la social-démocratie.

Le 1<sup>er</sup> février 1918, les marins du port dalmate de Cattaro (Kotor) se mutinent sur une quarantaine de navires et hissent le drapeau rouge. L'un des dirigeants de la mutinerie est József Czerny, qui formera après mars 1919 avec quelques mutins la brigade des «Gars de Lénine», à l'avant-garde de la répression de la contre-révolution. Pour réprimer la mutinerie, la marine des Habsbourg fait appel aux sous-marins allemands. Le 20 mai 1918, à Pécs, le 6<sup>e</sup> régiment d'infanterie d'Újvidék (Novi Sad) se mutine à son tour. Les soldats s'emparent de la ville, avec l'aide des mineurs qui se sont armés pour l'occasion. Deux régiments entiers sont envoyés pour écraser le mouvement.

La répression est féroce : parfois un homme sur dix est fusillé, comme dans l'antique armée romaine. Le nouvel empereur et roi et très catholique Charles I<sup>er</sup> est impitoyable [Est-ce cette manière musclée de défendre la chrétienté contre les «forces du mal» communiste qui valut au dernier des Habsbourg sa béatification par le pape Jean-Paul II, en octobre 2004 ?].

En juin 1918, 50.000 prolétaires se mettent en grève pour exiger des augmentations de salaires et s'affrontent aux unités de police, les armes à la main dans certains endroits. L'attitude des social-démocrates face au combat des ouvriers est chaque fois la même : les pousser à capituler. Le Parti social-démocrate (PSDH) proclame, avec force jérémiades, dans son organe *Népszava* (Voix du peuple) :

Les combats héroïques et les sacrifices des travailleurs ne peuvent suffire à apporter un résultat face à la force du gouvernement. En ce sens, continuer le combat n'aurait pas de sens, cela n'amènerait que la mort d'un plus grand nombre de personnes et casserait la force de la classe ouvrière. ***C'est pourquoi nous supplions les ouvriers en lutte : retournez directement au travail!***<sup>23</sup>.

Lorsque le 30 octobre débute la mutinerie des marins de Kiel, la jonction avec les ouvriers se fait rapidement. Le 4 novembre, la ville est aux mains des rebelles : se forment les premiers conseils de soldats, puis d'ouvriers. Trois jours après, le conseil ouvrier appelle à la révolution dans tout le Reich, proclamant : «Le pouvoir est entre nos mains» (*Die politische Macht ist in unserer Hand*). La social-

---

<sup>22</sup> Trotsky, op. cit., tome II, p. 667. Souligné par nous.

<sup>23</sup> Roland Bardy, 1919 – *La Commune de Budapest*, Éditions de la Tête de Feuilles, Paris, 1972, p. 41-42; *Communisme* n° 32, novembre 1990 : <http://gci-icg.org/french/communisme32.htm>.

démocratie délègue à Kiel le député Noske, qui remplace l'amiral von Souchon au poste de gouverneur militaire. Face à la révolution en marche, le SPD ne supplie pas, il se prépare activement à l'écraser, mais étape par étape. En effet, dans un premier temps, la social-démocratie, qui a deux ministres au gouvernement (Scheidemann et Bauer), avait caressé un instant l'idée de faire bombarder Kiel.



De 1917 à 1919, la stratégie de la bourgeoisie a été partout la même : utiliser à fond la social-démocratie, de droite comme de gauche, pour inciter le prolétariat à retourner dans le bercail des usines capitalistes, les soldats à accepter d'être désarmés, et si cela ne suffisait pas, à les écraser par les forces de la contre-révolution, de l'intérieur comme de l'extérieur.

## II. LA STRATÉGIE BOURGEOISE ET LA RÉACTION DES CONSEILS D'OUVRIERS ET DE SOLDATS EN EUROPE, 1917-1918

Que ce soit en Russie, Allemagne, Autriche et Hongrie, les classes dominantes vont s'appuyer sur la social-démocratie réformiste et «centriste» pour détourner les conseils de leur finalité : la prise du pouvoir, à l'issue d'une situation instable de double pouvoir.

Les classes dominantes cherchent à miner les conseils de l'intérieur en les transformant en organes de gestion de la nouvelle société bourgeoise qui émerge. Les mots d'ordre de «République démocratique» et d'«Assemblée constituante» du peuple tout entier sont martelés pour amener les conseils à se saborder. Dès le début, la bourgeoisie se prépare à la guerre civile contre le nouveau pouvoir des conseils. La Finlande, même sans véritable formation de conseils, ne constitue pas une exception : la bourgeoisie nationale qui exige son indépendance prépare systématiquement la guerre intérieure contre le prolétariat pour asseoir son pouvoir, *en s'appuyant sur les deux camps impérialistes*, tous aussi inquiets d'une contagion bolchevik.



Soldats et ouvriers révolutionnaires à Petrograd, octobre 1917.

En RUSSIE. – La Révolution russe étant mieux connue que les révolutions allemande et hongroise, nous ne donnons que dans ses grandes lignes les caractéristiques d'un mouvement des conseils que les bolcheviks portèrent en avant, du moins jusqu'en novembre 1917.

À la différence du soviét de Petrograd de 1905, création du prolétariat en grève, celui de 1917 fut d'abord une création des partis de la «démocratie révolutionnaire». Des ouvriers mencheviks ayant participé au Comité central des industries de guerre (CCIG), qui avaient été emprisonnés, sont libérés par la révolution. Ils constituent alors – épaulés par des intellectuels socialistes, comme

Soukhanov – un Comité exécutif provisoire du Conseil des députés ouvriers, auquel s'agrègent des députés socialistes à la Douma. Le Comité provisoire invite les ouvriers à élire leurs députés à raison d'un pour 1.000, les soldats dans la proportion d'un par compagnie (entre 100 et 250 hommes) pour une armée comptant 13 millions environ de mobilisés. Le Comité exécutif décide lors de sa première séance de *désigner* des commissaires chargés d'organiser des comités de quartier et des milices ouvrières armées. Une démocratie indirecte donc. Une fois formé, le soviet de Petrograd coopte des leaders socialistes SR et mencheviks.

Tout aussi importante fut la promulgation par le soviet, à l'initiative des délégués soldats de la base, le *Prikaz* (Ordre) n° 1. Il stipulait que des comités de soldats seraient élus dans tous les corps d'armée. Disposant de tous leurs droits civiques, les soldats ne devraient pas se soumettre à des ordres qui contrediraient les décisions du soviet<sup>24</sup>. Ils pouvaient, du jamais vu dans une armée de classe, destituer leurs officiers et en élire d'autres. La discipline capitaliste au sein de l'armée était donc brisée.

En raison de la supériorité numérique des députés soldats et de leur composition paysanne, l'écrasante majorité était socialiste-révolutionnaire (SR). Par contre, au début du moins, les mencheviks dominaient les comités ouvriers. Les soviets sont considérés par les bolcheviks comme par les mencheviks comme un «*parlement de la classe ouvrière*», et donc une assemblée de partis politiques. Alors que les mencheviks veulent en faire le marchepied de l'Assemblée constituante, les bolcheviks les conçoivent comme le soubassement de la dictature du prolétariat, sous l'autorité unique du Parti. Il s'agit d'être «*prêt à prendre le pouvoir*», comme l'affirme Lénine en juin lors du premier congrès des soviets.

Comme le note avec justesse l'historien Marc Ferro :

[...] déjà les soviets n'agissaient plus entièrement par eux-mêmes : leurs membres obéissaient désormais aux instructions de leur parti<sup>25</sup>.

Ce processus d'emprise des partis prit son essor dès le moment où les députés n'eurent plus la prétention d'être «apolitiques». Ils le pouvaient d'autant moins que l'aspiration à mettre fin à la guerre et à s'emparer des terres était tout sauf «apolitique».

Pour les partis de la «démocratie révolutionnaire», SR et mencheviks, les soviets sont un feu follet, qui doit durer jusqu'à l'Assemblée constituante. Tandis que Lénine qualifie le gouvernement provisoire de contre-révolutionnaire, les mencheviks se déclarent prêts à se soumettre à ses ordres :

---

<sup>24</sup> Pour un canevas du mouvement des conseils, outre le témoignage de Trotsky, voir : Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie 1905-1921*, Gallimard, 1972; Marc Ferro, *La révolution de 1917*, Albin Michel, 1997.

<sup>25</sup> Ferro, op. cit., p. 255.

Membres du gouvernement provisoire, le prolétariat et l'armée attendent vos ordres pour consolider la révolution et démocratiser la Russie<sup>26</sup>.

Mais ces «ordres» étaient ceux d'une «guerre défensive» au service de l'Entente; l'instauration «révolutionnaire» de la «démocratie» coïncidait avec l'enterrement rapide de la révolution par l'Assemblée constituante. Mencheviks et SR s'accordaient pour transférer tout le pouvoir au gouvernement provisoire, puis à l'Assemblée constituante. Une fois celle-ci érigée en instance suprême, les conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans n'auraient plus qu'à se suicider, comme ce fut le cas en décembre 1918 en Allemagne. Il est vrai que le gouvernement social-démocrate allemand put s'appuyer sur une armée à peine ébranlée par la défaite militaire et sur des corps francs payés par le capital et... lui-même.

En Russie, par contre, la radicalisation d'un prolétariat souvent plus à gauche que le parti bolchevik, la révolte permanente des soldats organisés en conseils et de plus en plus enragés au point de fusiller leurs officiers, les jacqueries paysannes conduites avec ou sans soviets, tout cela minait le terrain de la contre-révolution. On sait comment échoua lamentablement la tentative de putsch de Kornilov, les 27-30 août (10-13 sept.). La *Kornilovchtchina* laissait la voie libre à l'insurrection des ouvriers, soldats et marins.

En septembre, les bolcheviks, partis de presque rien, contrôlent le soviet de Petrograd. Les conseils de soldats, qui ne pensent qu'à une chose – mettre fin à la guerre et vite rentrer se partager les terres – basculent (à 40 p. 100 environ) du côté des bolcheviks. La politique du gouvernement provisoire qui veut poursuivre la guerre du côté de l'Entente, celle des industriels qui usent du lockout et allouent des fonds à la contre-révolution, tout cela explique le tsunami révolutionnaire irrésistible que ni les calomnies de la presse (qui fait de Lénine un agent allemand) ni les vellétés de putsch ne peuvent arrêter.

Le succès de la Révolution d'octobre s'explique non seulement par la fureur irrépressible contre les responsables de la guerre, mais aussi par une immense haine contre la bourgeoisie (les ouvriers défilent aux cris de «à mort les bourgeois», «à bas les dix ministres capitalistes»). Si le parti bolchevik, sous l'énergique direction de Lénine et de Trotsky, est au diapason de masses incandescentes, il sut les freiner, comme lors des journées de juillet, et ne tomba pas dans le piège d'insurrections prématurées. Ce ne fut pas le cas de Karl Liebknecht et Wilhelm Pieck en janvier 1918, qui tentent d'organiser – avec les Indépendants de gauche (Georg Ledebour) – une insurrection condamnée d'avance (voir *infra*).

---

<sup>26</sup> Ferro, *ibid.*, p. 256.



Le succès d'Octobre s'explique tout autant par l'action énergique de leaders incarnant les aspirations des masses que par l'auto-développement d'organismes spécifiques de la classe ouvrière : les comités d'usine, de quartier, de ravitaillement, etc., et les gardes rouges.

Ces comités correspondent à une nécessité pour les ouvriers des grandes usines : toucher leur salaire en s'emparant des caisses des patrons, en les séquestrant si nécessaire, lorsque ceux-ci ferment l'usine; autogérer l'usine et les échanges interentreprises (surtout dans l'alimentation et l'habillement), assurer le ravitaillement, alors que pointe l'effondrement économique («la catastrophe imminente» soulignée par Lénine. Il s'agit donc d'une «autogestion» forcée, mais qui requiert aussi un autocontrôle physique et moral des ouvriers : lutte contre l'alcoolisme, lutte contre la démoralisation et la dépolitisation qui s'expriment par l'absentéisme<sup>27</sup>, création d'activités culturelles indispensables pour le moral (dont l'alphabétisation des ouvriers non qualifiés)<sup>28</sup>. Le contrôle ouvrier préconisé et mis en pratique par les comités d'usine, c'est tout cela, mais en s'appuyant de plus en plus sur des milices d'entreprise. Ce n'est pas un substitut gestionnaire à la prise du pouvoir<sup>29</sup>.

La montée en puissance des gardes rouges, ouvriers volontaires décidés «à lutter contre la contre-révolution» et «à défendre les acquis de la classe ouvrière» – mais aussi la sécurité civile – traduisait une irrésistible poussée vers l'insurrection. Très vite, ces gardes appuient les milices ouvrières créées sur une base territoriale. Fait significatif, pour être enrôlé dans la garde rouge, il fallait «être recommandé par le comité d'arrondissement d'un parti socialiste»<sup>30</sup>.

Ce n'étaient pas les syndicats, mais les comités d'usine qui incarnaient le plus l'esprit insurrectionnel du prolétariat. Pour les mencheviks qui les dominaient, les syndicats – dans le cadre d'une «révolution bourgeoise» – devaient se contenter de revendications démocratiques. Ce n'était pas le cas des bolcheviks qui appelaient les syndicats «à se tenir fermement et inébranlablement aux côtés de l'internationalisme révolutionnaire». Un vrai syndicalisme-révolutionnaire en quelque sorte...

---

<sup>27</sup> Il fut de de 40 p. 100 en novembre aux usines Poutilov, mais il pouvait s'expliquer aussi par la mobilisation des ouvriers les plus qualifiés dans les organismes techniques et dans les gardes rouges. L'absentéisme touchait en fait les ouvriers les moins qualifiés issus du monde rural et qui ne pensaient qu'à revenir se nourrir dans leur village.

<sup>28</sup> Stephen A. Smith, *Pétrograd Rouge. La Révolution dans les usines (de février 1917 à juin 1918)*, les nuits rouges, 2017, chap. IV, p. 115 et suiv.

<sup>29</sup> Lors des occupations d'usine en Italie (1920), où les ordinovistes (Gramsci, Togliatti, etc.) insistent sur la gestion des usines occupées, Bordiga pose la vraie alternative politique : «Prendre les usines ou prendre le pouvoir ?» [*Il Soviet*, 21 février 1920].

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 142.

Pour beaucoup d'ouvriers, qui ne croyaient pas que l'économie serait sauvée «*par une intervention planifiée de l'État dans la vie économique*», les comités d'usine apparaissaient comme un embryon de communes de producteurs, tandis que les syndicats étaient des vestiges de la société capitaliste, «*des cadavres vivants*»<sup>31</sup>.

Si Lénine appuya le contrôle ouvrier exercé par les comités d'usine, ce fut d'abord dans le but d'appuyer les initiatives spontanées, même dans le cas de la mise en place d'un «État prolétarien» centralisé. Mais il s'agissait aussi d'encourager la comptabilité, «*car le socialisme, c'est d'abord et surtout une question de comptabilité*».

En fait, les bolcheviks voulaient uniquement instaurer un «contrôle ouvrier d'État», votant en ce sens dans les conférences des comités d'usine, en septembre et octobre. Dès juin, ils avaient appelé à la subordination des comités aux syndicats. Les syndicats présentaient l'avantage d'être «permanents» et non pas éphémères et «localistes» comme les comités. Mais en octobre, malgré les protestations d'anarcho-communistes comme Voline et l'ex-IWW Bill Chatov, l'absorption des comités par les syndicats devenait progressivement une réalité.

L'anarchiste Piotrovsky lança un dernier cri en faveur des comités d'usine, face à des syndicats appelés à fusionner avec l'État patron, si la prise du pouvoir réussissait :

[...] **les syndicats veulent nous bouffer [...] leurs membres sont extérieurs à l'usine.**  
[...] **ils sont maintenant prêts à négocier. [...] La clé de l'avenir, ce sont les comités**<sup>32</sup>.

La prise de pouvoir le 25 octobre par le Comité militaire révolutionnaire (composé d'un ou deux SR de gauche et de trois bolcheviks) se fit au nom du Soviet des députés d'ouvriers et de soldats, mais non des comités d'usine. La dictature du prolétariat au nom des soviets était proclamée et assumée par le parti bolchevik. Le vrai problème demeurait : le prolétariat garderait-il le pouvoir économique, politique et militaire dans les usines ? [voir *infra*].

En FINLANDE. – En avril 1917, la bourgeoisie finlandaise forme pacifiquement un gouvernement de coalition, dans l'espoir d'acquérir l'autonomie, sinon l'indépendance, mais surtout d'éviter la révolution dans un pays où le prolétariat urbain et rural est majoritaire<sup>33</sup>. Ce gouvernement comprend six ministres de droite et six social-démocrates, souvent de droite. Pour la façade, il est présidé par l'ancien mineur Oskar Tokoi, qui démissionne un mois plus tard, et sera commissaire du peuple en 1918. Le puissant parti social-démocrate (130.000

---

<sup>31</sup> Smith, *ibid.*, p. 211.

<sup>32</sup> Marc Ferro, *op. cit.*, p. 739. Souligné par nous.

<sup>33</sup> En 1910, on compte 1,7 million de prolétaires (avec leurs familles) pour une population de 2,9 millions. Cf. H. Pertti & H. Markku, «Le mouvement ouvrier et le socialisme en Finlande 1884-1918», *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 16, juill.-sept. 1989, p. 18-26.

membres), plus de 40 p. 100 des sièges lors des élections, est divisé entre réformistes aspirant à la prise pacifique du pouvoir par le parlement et éléments plus radicaux dirigés par Otto Kuusinen – il sera appelé aux plus hautes responsabilités dans le Komintern<sup>34</sup>.

Dans la foulée de la Révolution russe, le prolétariat finlandais se lance massivement dans la lutte à partir du 26 mars, épaulé à Helsinki (Helsingfors) par les matelots et soldats russes : métallos, bûcherons, employés communaux, cheminots, imprimeurs et même employés de maison. Le premier mai, 50.000 manifestants défilent dans la capitale, drapeaux rouges en tête. Les ouvriers exigent la journée de 8 heures et le blocage du prix des céréales.

Plus rapidement qu'en Russie, la bourgeoisie, une fois passé le premier moment de surprise, organise systématiquement la contre-révolution. Elle crée des milices armées qui terrorisent les campagnes. Des gardes civiques (gardes blanches) sont mises sur pied, incluant le corps de volontaires qui avaient rejoint l'armée allemande. La social-démocratie désavoue toute réaction ouvrière à cette vague de terreur et ne tolère la formation de groupes d'autodéfense qu'en octobre. Parfaitement réformiste, le SDP exige des réformes parlementaires : cela va du dépôt de lois sociales jusqu'à l'interdiction des gardes civiques.

En octobre 1917, Svinhufvud, chef de la bourgeoisie monarchiste, est devenu président. Il proclame le 4 décembre, devant le parlement, l'indépendance de la Finlande. Le 31 décembre, il se rend à Petrograd et obtient personnellement de Lénine la reconnaissance de l'indépendance de la Finlande, alors que la Suède, et surtout l'Allemagne l'aident déjà matériellement et militairement à former 37.000 gardes blancs. L'ancien général du tsar, d'origine hollandaise, le baron finno-suédois Carl Mannerheim, en prend la direction. C'est le début d'une atroce guerre civile qui se traduit d'abord par une semi-prise du pouvoir par la gauche social-démocrate (voir *infra*).

---

<sup>34</sup> Maurice Carrez, «La révolution finlandaise de 1918», *Cahiers du Mouvement ouvrier* (CMO) n° 23, avril-mai 2004; *La fabrique d'un révolutionnaire, Otto Wilhelm Kuusinen (1881-1918). Réflexions sur l'engagement politique d'un dirigeant social-démocrate finlandais*, Toulouse, Éditions Méridiennes, 2008, 2 tomes.



Insurrection des Asters, Budapest, 31 octobre 1918.

En HONGRIE. – Le 31 octobre 1918, des militants sociaux-démocrates, des soldats, mais aussi de simples civils et des étudiants radicaux organisés dans le cercle Galilée<sup>35</sup>, portant des reines-marguerites (des Asters de Chine) à leur boutonnière, prennent d’assaut avec l’aide de soldats, organisés en conseils, plusieurs bâtiments publics à Budapest. Ils prennent de cours les délégués ouvriers d’usines d’armement et les futurs chefs communistes Béla Kun, László Rudas et Béla Szántó qui avaient fixé, dès le 26 octobre, l’insurrection pour le 4 novembre<sup>36</sup>. L’ancien ministre-président le comte Étienne Tisza, tenu responsable de la guerre, est fusillé à son domicile par un groupe de soldats. Les ouvriers s’emparent d’armes. La bourgeoisie hongroise organisée en Conseil national porte au pouvoir un grand propriétaire terrien libéral, Michel Károlyi, qui proclame la République populaire de Hongrie.

Le 1<sup>er</sup> novembre, le Parti social-démocrate hongrois (PSDH), par la bouche de Zsigmond Kunfi, annonce la fin de la lutte de classe :

Moi, un social-démocrate convaincu, c’est difficile à le dire, mais je le dis : durant les six prochaines semaines, le temps prévu pour mettre en place la forme institutionnelle sous les conditions parlementaires appropriées, *nous ne souhaitons pas utiliser l’arme de la lutte des classes*<sup>37</sup>.

Le ministre socialiste de la nouvelle coalition gouvernementale Ernő Garami martèle ce qui attend les ouvriers insurgés : «*travailler, travailler et travailler*».

<sup>35</sup> Faisaient partie de ce cercle de jeunes socialistes-révolutionnaires comme Ottó Korvin (1894-1919), Mátyás Rákosi (1892-1971), futur chef stalinien, tous engagés dans une activité antimilitariste.

<sup>36</sup> Julien Papp, *De l’Autriche-Hongrie en guerre à la République hongroise des Conseils (1914-1920)*, LBC, Pantin, 2015, p. 172.

<sup>37</sup> *Communisme*, loc. cit.

Mais la situation devient incontrôlable pour le Conseil national. Les conseils poussent comme des champignons, parfois sous les formes les plus inattendues : conseils des ouvriers de Budapest, conseil des fonctionnaires, puis conseil des prêtres (!), conseils des ingénieurs, des ménagères, des professeurs, etc. Ils prennent le pouvoir et ouvrent les prisons.

Le 16 novembre à Budapest, les mêmes social-démocrates alliés aux forces contre-révolutionnaires tentent de reprendre le contrôle du mouvement en proclamant la «République démocratique». Celle-ci devra convoquer «une assemblée nationale constituante élue au suffrage universel». Soulignons que le même jour les troupes françaises et britanniques pénètrent en Ukraine, les deux puissances impérialistes ayant l'intention de démembrement et d'occuper la Hongrie.

Mal informé, le gouvernement bolchevik envoie un télégramme de félicitations au PSDH, croyant qu'il dirigeait la révolution». Le PSDH dissimule ce télégramme. Ottó Korvin, un des organisateurs de la mutinerie de Pula (Istrie) et dirigeant des socialistes-révolutionnaires, rédige un tract dénonçant les manœuvres social-démocrates, livre le contenu du télégramme, et le diffuse par les airs – les conseils de soldats lui fournissent l'avion – à l'occasion d'un meeting de masse organisé pour célébrer la proclamation de la république!

Les soldats insurgés organisés en conseils centralisés ne restent pas passifs; ils refusent de rentrer dans les casernes et d'obéir à leurs officiers. Ils exigent la dissolution définitive de l'armée et l'armement du prolétariat organisé en gardes rouges. Ils imposent à leur tête le socialiste de gauche József Pogány, qui deviendra commissaire du peuple à la guerre dans la République des conseils de 1919.

Le 24 novembre, Béla Kun, Tibor Szamuely et d'autres – prisonniers de guerre ou déserteurs réfugiés en Russie devenus bolcheviks – constituent le Parti communiste hongrois composé de communistes, d'anarcho-communistes, de socialistes-révolutionnaires, de groupes d'ouvriers inter-fabriques, mais il n'a pas encore d'organe politique<sup>38</sup>. Beaucoup ont entre 17 et 22 ans et sont toujours au premier rang pour entreprendre les actions les plus audacieuses. Le parti fut ensuite rejoint par un groupe d'ingénieurs et un cercle d'intellectuels formé autour de György Lukács. Le programme du nouveau parti – qui s'appelait en Russie section hongroise du Parti communiste international – est ambigu. La définition donnée par Béla Kun de la dictature du prolétariat est sommaire (et quasiment gramscienne avant la lettre !) : *«remise du pouvoir économique aux mains des travailleurs par la fonction de conseils de producteurs assurant l'entière responsabilité de la gestiom»*.

---

<sup>38</sup> C'est le 7 décembre qu'est créé le «Journal Rouge» (*Vörös Ujság*), organe du PCH.

Le gouvernement du comte Károlyi, qui a associé la social-démocratie, a de plus en plus de mal à maîtriser un mouvement irrésistible poussant les ouvriers à s'armer et à prendre localement le pouvoir. À Salgótarján, une petite ville minière, les milices ouvrières s'emparent du pouvoir en décembre. Le syndicaliste et socialiste Károly (Charles) Peyer, haut-commissaire du gouvernement, est envoyé dans la cité pour désarmer les mineurs. Son intervention musclée le 10 janvier 1919 lui vaudra le surnom de «boucher de Salgótarján», au moment même où les Ebert-Noske-Scheidemann se font les chiens sanglants de la bourgeoisie à Berlin.



Conseil d'ouvriers et de soldats, Berlin, 16 novembre 1918, session présidée par Richard Müller.

ALLEMAGNE. – À cent ans du début de la révolution en Allemagne, le 9 novembre, la bourgeoisie fait sciemment le black-out sur cette révolution qui est précédée par la révolte des marins de Kiel (30 octobre-4 novembre). Cette révolte est bien une révolution, car elle met littéralement le feu aux poudres. Toute l'Allemagne se couvre de conseils d'ouvriers et de soldats, lorsque les marins armés se répandent dans tout le pays. La révolution n'est pas pacifique, même si dans certains endroits règne un esprit «quarantuitard» de fraternité retrouvée. À Berlin, les ouvriers s'emparent des casernes. Tout Berlin est sillonné de véhicules militaires portant des drapeaux rouges, les ouvriers et les soldats en armes défilent ensemble.

Le pouvoir est double : d'un côté le gouvernement des «commissaires du peuple», constitué de trois SPD (Ebert, Scheidemann et Landsberg) – le SPD est appelé au pouvoir **dès le 4 octobre**, dans le cabinet Max de Bade, sur l'invitation pressante de l'état-major – et de trois Indépendants USPD (Haase, Dittmann et Barth).

Tandis que Scheidemann – à la grande fureur d'Ebert, qui veut sauvegarder la monarchie – proclame la République (bourgeoise), Karl Liebknecht, du haut du balcon du Château impérial fait ovationner la République socialiste. Il s'adresse aux «frères prolétaires» du monde pour parachever «la révolution mondiale». Il a refusé d'entrer comme otage du gouvernement socialiste, malgré l'appel à l'unité

entre «tous les partis socialistes». Le lendemain, au Cirque Busch de Berlin, il met en garde les 1.500 délégués des conseils d'ouvriers et de soldats : «**La contre-révolution est déjà en marche, elle est déjà en action, elle est au milieu de nous !**»<sup>39</sup>. Certains des délégués soldats, presque tous désignés par la social-démocratie, menacent Liebknecht de leurs armes...

Les conseils de soldats, manipulés par le SPD et l'état-major, occupent le parterre avec leurs armes, tandis que les conseils ouvriers se partagent modestement les poulaillers. Quelques jours plus tard, le 16 novembre, l'état-major, qui est en liaison quotidienne et secrète avec Ebert, appelle à

constituer des conseils de soldats [...] qui canalisent le mécontentement, rendant ainsi l'armée plus imperméable aux tendances extrémistes. [...] Nous ne pouvons pas nous passer des conseils de soldats [...] **le commandement suprême et toute l'armée se sont mis sans réserve à la disposition de l'actuel gouvernement dirigé par Friedrich Ebert**<sup>40</sup>.

Et de fait, l'état-major et le SPD peuvent compter sur les troupes du front occidental, qui n'ont pas été «contaminées» par la propagande spartakiste et qui, lorsqu'elles rentrent au bercail, liquident sur ordre les conseils de soldats existants. Sur le front oriental, sont formées des troupes de choc antibolcheviks, qu'on nommera *Baltikum*, qui par le fer et par le feu massacrent les communistes baltes. S'appuyant sur les grands propriétaires fonciers de Prusse orientale et occidentale, elles peuvent compter sur le total appui du chef SPD August Winnig, commissaire général pour les pays baltes occupés, qui fait de la Prusse des grands latifundiaires un camp d'entraînement à ciel ouvert à la disposition de tous les lansquenets contre-révolutionnaires.

Les conseils ouvriers pèsent plus que les conseils de soldats, qui parfois leur ont remis leurs armes. La social-démocratie, s'appuyant sur son puissant appareil syndical (les «syndicats libres»), tente, dès les premières minutes de la révolution d'imposer ses hommes d'appareil, le plus souvent sans élections. Par exemple, à Cologne, les dirigeants locaux du SPD et de l'USPD forment, le 8 novembre, par un simple meeting et par acclamations un conseil ouvrier. Idem, à Kassel, où le conseil et son exécutif (comité d'action) sont constitués à la suite de discussions en coulisse entre les deux partis social-démocrates et les syndicats. Parfois, des conseils incluent sans complexes des partis bourgeois – comme le *Zentrum* catholique dans la Ruhr. Lorsque les conseils sont élus, ils le sont sur la base de circonscriptions électorales, où prédominent les notables. Lorsque c'est possible,

---

<sup>39</sup> Jakov Drabkin, *Die Novemberrevolution 1918 in Deutschland*, Dietz Verlag, Ost-Berlin, 1968, p. 166.

<sup>40</sup> *Révolution et contre-révolution en Allemagne 1918-1920*, Science marxiste [Lotta comunista], Montreuil-sous-Bois, déc. 2013, p. 11. Il s'agit d'une traduction partielle d'un ouvrage publié en 1929 par un KPD en voie de stalinisation, sans mention des auteurs (Frölich, Lindau, Schreiner, Walcher).

le SPD de concert avec le *Zentrum* et les partis de droite met sur pied des milices armées de «citoyens».

La pyramide des conseils devient une véritable pyramide inversée. Les syndicats, grâce au SPD au pouvoir, voient leur influence augmenter en dissolvant dans des conseils régionaux bourgeois les conseils locaux aux mains des plus radicaux. Leur puissance augmente à la faveur de l'Accord Hugo Stinnes-Carl Legien signé le 15 novembre qui concède la journée de travail de 8 heures et fait de la concertation entre patronat et syndicats une obligation légale.

Néanmoins, cette très rapide reprise en mains n'est pas aisée. Le Conseil de Brême interdit toute réunion ou manifestation en faveur du rétablissement du Sénat. Des conseils créent leur propre force armée, comme à Francfort, Düsseldorf et Hamburg. À Braunschweig (Brunswick), le 9 novembre est proclamée la République socialiste, qui se dote d'une garde rouge de 1.000 membres. Même chose à Brême, où la République des conseils se constitue quelques jours plus tard, le 15 novembre. Dans les centres industriels, se forment des embryons de gardes rouges de Halle à Berlin. Dans cette dernière ville, la tentative spartakiste de créer une garde rouge, appelée Union des soldats rouges (*Roter Soldatenbund*) échoue : celle-ci se contente de manifester en novembre et décembre. Liebknecht, qui s'occupe de la «question militaire», compte beaucoup plus sur le préfet de police Emil Eichhorn, USPD de gauche, qui dispose d'une «milice républicaine», ainsi que sur la Division populaire de la marine (*Volksmarinedivision*)<sup>41</sup>. Mais elles font difficilement le poids en décembre face aux tentatives de putsch du général Lequis, soutenu par le commandant SPD de la place Otto Wells, qui fait ouvrir le feu sur les manifestants spartakistes et gagne le sobriquet de «Wels le sanguinaire».

Dès la fin novembre, la misère et la faim poussent les masses ouvrières à s'insurger par des grèves de plus en plus violentes. En effet, le trio Ebert-Noske-Scheidemann – dont le mot d'ordre est : «**Le socialisme, c'est le travail**» – envoie la troupe contre les grévistes dans les grands centres industriels (Silésie et Ruhr). Beaucoup sont tués, blessés ou arrêtés. Les émeutes contre l'augmentation des prix et les carences extrêmes du ravitaillement se multiplient comme à Dresde. Là encore les prolétaires obtiennent le plomb au lieu du pain.

Mais plus que la force des armes, c'est la force idéologique de la social-démocratie (SPD et USPD), ancrée dans le prolétariat par des décennies de réformisme, qui fait capituler le prolétariat. Le 16 décembre, le Congrès national

---

<sup>41</sup> Ces derniers touchent une solde. Lors des combats de janvier 1919, après avoir subi de lourdes pertes en décembre face aux troupes du général Lequis, les marins se sont déclarés «neutres» pour continuer à toucher leur solde.



des conseils d'ouvriers et de soldats est convoqué au Landtag de Berlin. Il v se saborder au profit d'une Assemblée constituante qui devrait être élue le 19 janvier. Ce congrès, fort de la masse compacte des 288 SPD (sur 489 délégués), n'a rien de prolétarien : la plupart sont journalistes, députés, permanents du parti et des syndicats. Le Congrès qui ne compte qu'un tiers d'ouvriers d'usine repousse par deux fois la proposition visant à permettre la participation de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht avec vote consultatif.

La seule contestation vient étonnamment de la garnison de Berlin et d'une délégation du conseil de soldats de Hamburg. Celle-ci demande, par une motion en 7 points (qui fut approuvée par des commissions ad hoc!), que les *«soldats nomment eux-mêmes leurs commandants»* et que l'on *«pourvoie au plus vite à la dissolution de l'armée permanente et à la formation d'une milice populaire»*. Il suffit que Hindenburg aboie lors de son discours de Noël pour que les 7 points passent à la trappe. Noske va régler définitivement le problème en supprimant les conseils d'ouvriers et de soldats<sup>42</sup>.

Tous les pouvoirs doivent donc être remis au Conseil des commissaires du peuple en vue de convoquer une assemblée constituante. Le Conseil exécutif central qui est élu est à 100 p. 100 SPD lorsque les Indépendants annoncent leur démission. Däumig qualifie alors le Congrès national des conseils de *«club des suicidés politiques»*.

La voie est ouverte à la contre-révolution, sous la double direction du SPD et de l'état-major (voir *infra*).



---

<sup>42</sup> Révolution et contre révolution en Allemagne, op. cit., p. 68-70.



12 novembre 1918 : la République d'Autriche allemande est proclamée par le chancelier social-démocrate Karl Renner. Les masses se pressent devant le parlement.

AUTRICHE. – Le 12 novembre à Vienne, les députés au Conseil d'empire (*Reichsrath*) proclament la «République démocratique» d'Autriche allemande et élisent un Comité exécutif présidé par le social-démocrate Karl Renner, chancelier depuis le 30 octobre. Viktor Adler, président du SAPÖ, est son ministre des affaires étrangères. Il est remplacé quelques mois plus tard par Otto Bauer, qui rêve d'une fusion de l'Autriche social-démocrate avec l'Allemagne de Friedrich Ebert et Gustav Noske. Un gouvernement est alors formé avec les chrétiens-sociaux dirigés par M<sup>gr</sup> Ignaz Seipel<sup>43</sup>.

Les communistes autrichiens, ultra-minoritaires, tentent de hisser le drapeau rouge sur le Parlement et de faire de l'Autriche une république socialiste des conseils, mais ils se heurtent à la social-démocratie qui fait tout pour sauver le régime capitaliste. Les gardes rouges sont intégrés dans la police devenue «socialiste», tous les conseils ouvriers sont tombés aux mains de la social-démocratie. Comme en Allemagne, on fait passer en urgence des lois de «réformes» (aide aux chômeurs, réduction de la durée du travail, loi sur les congés, etc.). Les austromarxistes, dont Otto Bauer est le représentant emblématique, coquette avec le bolchevisme soviétique – ils soutiendront plus tard la République des conseils hongroise contre la social-démocratie tchèque. Otto Bauer proclame :

---

<sup>43</sup> Ignaz Seipel sera un corédacteur de la Constitution républicaine et plus tard, rallié à la monarchie, fera tirer en 1927 sur des manifestations d'ouvriers socialistes. En juillet 1919, Otto Bauer présida, avec le prélat, une «commission de socialisation». Pour Bauer, cela faisait partie d'un processus révolutionnaire qui «*faisait violence aux facteurs sociaux*» [Herbert Steiner, in *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, EDI, Paris, 1967, p. 185].

Les masses ouvrières de toutes les nations ne se laissent pas égarer par la campagne de mensonges de la bourgeoisie et acclament les victoires de la République des soviets<sup>44</sup>.

L'austromarxisme, fort de ses 300.000 adhérents, n'a pas besoin d'Armée rouge, mais de chorales prolétariennes : on chanta *l'Internationale* dans la nouvelle armée républicaine (*Volkswehr*) jusqu'en 1921...

MAIS AUX MAINS DE QUI PASSENT LES SOVIETS/RÂTE ? LES CONSEILS DE SOLDATS VONT-ILS BASCULER DU CÔTÉ DE LA RÉVOLUTION EN PRENANT LE POUVOIR AVEC LE PROLÉTARIAT, EN LEUR CONFIAINT LEURS ARMES ?

### III. 1918-1920 : PRENDRE, GARDER ET PERDRE LE POUVOIR PAR LA FORCE DES ARMES ?

La volonté d'en finir avec la guerre mondiale comme avec le système social qui l'engendre contraint le prolétariat à s'engager dans une guerre civile de classe. Autant pour éviter son écrasement que pour tenter de poser les bases d'un autre système que le capitalisme. S'il parvient au pouvoir comme en Russie, il n'est pas sûr de le conserver, en l'absence de développement de la révolution mondiale. Mais surtout le surgissement d'un État, qui porte l'étiquette de «prolétarien», peut se révéler mortel pour cette révolution : le prétendu «État prolétarien» n'a qu'un seul but : combler son retard par rapport au capitalisme développé, en en adoptant toutes les méthodes.

#### a) *La guerre civile européenne contre le prolétariat*

De 1918 à 1920, la Finlande (en même temps que la Russie), l'Allemagne et la Hongrie font l'expérience d'une terrible guerre civile qui saigne littéralement le prolétariat. Une guerre civile qui est imposée au prolétariat par la bourgeoisie nationale et internationale.

FINLANDE. – Après la reconnaissance de l'indépendance de la Finlande par Lénine, qui implique l'évacuation des troupes russes, la social-démocratie appelle à prendre le pouvoir, ***mais sans former des conseils ouvriers***. C'est le prolétariat qui, face au danger, prend presque spontanément – dès le 28 janvier 1918 – le pouvoir dans les grandes villes. Comme le feront le SPD et l'USPD en Allemagne en novembre, le parti socialiste forme un conseil de mandataires du peuple<sup>45</sup>, sous le contrôle d'un conseil ouvrier constitué des syndicats, de la garde rouge, de coopératives, etc. Le «Conseil ouvrier» fait des réformes : journée de 8

---

<sup>44</sup> Otto Bauer, *Bolschewismus oder Sozialdemokratie*, Vienne, 1920, p. 3.

<sup>45</sup> Le Conseil des commissaires ou mandataires du peuple (*Rat der Volksbeauftragten*) est le nom choisi par le gouvernement de coalition social-démocrate en novembre 1918, sous la direction d'Ebert.

heures, paiement des journées de grève, suppression des corvées, exonération fiscale des pauvres, contrôle ouvrier dans les usines, formation de gardes rouges locales assurant des tâches de «police citoyenne», etc. Le modèle de la social-démocratie au pouvoir est la démocratie parlementaire bourgeoise, fondée sur la Constitution de la Suisse et des USA<sup>46</sup>.

La social-démocratie, veule et défaitiste, joue le rôle des indépendants. Faisant en 1919 son autocritique, Otto Kuusinen confesse :

Ne désirant pas risquer nos conquêtes démocratiques et espérant d'ailleurs franchir, grâce à d'habiles manœuvres parlementaires, ce tournant de l'Histoire, nous décidâmes d'éluider la révolution. [...] ***Nous ne croyions pas à la révolution; nous ne fondions sur elle aucune espérance, nous n'y aspirions point***<sup>47</sup>.

Le gouvernement de Svinhufvud (dont le nom signifie «tête de porc»...), qui s'appuyait sur les classes moyennes et une partie de la paysannerie, s'était réfugié à Vaasa, dans le Nord. Il ne dissimulait pas son dessin : d'anéantir les Rouges. Les puissances en guerre étaient toutes d'accord. La France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, et la Suède neutre (en fait pro-Entente) soutinrent le gouvernement blanc. En avril 1918, une fois évacuées les troupes russes, 20.000 soldats allemands commandés par Von der Golz. Ils vinrent renforcer les volontaires de la jeunesse bourgeoise, le 27<sup>e</sup> bataillon de chasseurs allemand (constitué de Finlandais) et la brigade de volontaires suédois.

En effet, l'État suédois depuis février assurait l'armement de la contre-révolution. La social-démocratie suédoise, partenaire privilégiée d'une coalition formée avec libéraux (de 1917 à 1920), joua un grand rôle dans l'écrasement du prolétariat finlandais. Hjalmar Branting, chef de la social-démocratie suédoise, premier ministre, dirigeant de la II<sup>e</sup> Internationale, futur prix Nobel de la paix en 1921<sup>48</sup>, voulait que la Suède intervienne militairement pour briser le bolchevisme en Russie comme en Finlande<sup>49</sup>.

---

<sup>46</sup> Jacques Legall, *Quand la révolution ébranlait le monde. La vague révolutionnaire 1917-1923*, chap. I<sup>er</sup>, LBC, Pantin, 2018, p. 38-49.

<sup>47</sup> Otto Wille Kuusinen, *Die Revolution in Finnland : Eine Selbstkritik, Arbeiter Buchhandlung*, Vienne, 1920 (cité par Victor Serge, *L'an I de la Révolution russe*, Éditions de Delphes, Paris, 1965, p. 245. Souligné par nous.

<sup>48</sup> Cf. ce jugement d'A.R. (Alfred Rosmer), en 1925, sur la disparition de deux phares de la contre-révolution «socialiste» : «*Ces deux social-démocrates d'importance (Ebert et Branting) qui viennent de disparaître en même temps symbolisaient avec le plus d'éclat la trahison de la Deuxième Internationale envers la classe ouvrière. Ils avaient livré celle-ci à la bourgeoisie aux heures terribles de juillet 1914 et, depuis, ils avaient consacré tous leurs efforts à briser l'élan révolutionnaire des masses*», *La Révolution prolétarienne* n° 3, mars 1925, p. 31.

<sup>49</sup> Branting soutient les Blancs, en dénonçant «*l'infection russe*», «*le danger bolchevik*» qui devaient être extirpés en Finlande. Cf. Aleksander Kan, *Hemmabolsjektiverna. Den svenka socialdemokratin, ryska boljeviker och mensjeviker under världskriget och revolutionsaren 1914-1920* [Les bolcheviks intérieurs. La

L'intervention militaire impérialiste réussit, parce que la social-démocratie finlandaise se montra timorée face à la contre-révolution blanche. Les tribunaux condamnaient à des amendes ou à un court emprisonnement les chefs blancs. Certains purent rester paisiblement chez eux pendant le conflit. Les Blancs, dès février, fusillaient à tout va : depuis les médecins ayant soigné les Rouges jusqu'aux personnes ayant un air russe, et même les femmes portant un pantalon.



Prisonniers rouges sur la place centrale de Tampere [Tammerfors], avril 1918. La plupart furent exécutés à la mitrailleuse par les troupes blanches de Mannerheim.

Malgré leur combativité, les gardes rouges furent submergés par les forces ennemies. À partir de mai, ce fut une épouvantable boucherie qui coûta la vie au quart du prolétariat finlandais : 25.000 rouges périrent, le plus souvent tués à coup de mitrailleuses, y compris les femmes sur lesquelles s'acharnèrent les gardes blancs. Des 90.000 prisonniers enfermés dans des camps de concentration, un tiers mourut de faim ou de sévices.

Fin novembre 1918, le gouvernement blanc, face à l'écho international de la révolution allemande, décida d'user de l'amnistie et de fonder son pouvoir sur le Parlement. Cela permit l'élection de 80 députés social-démocrates (sur 200 parlementaires), la social-démocratie pouvant toujours servir. En effet, l'aile réformiste du parti, dirigée par Väinö Tanner, antibolchevik viscéral, qui soutint tacitement en 1918 la contre-révolution blanche, avait «réformé» le SDP finlandais<sup>50</sup>.

---

social-démocratie suédoise, les bolcheviks russes et les mencheviks dans la guerre mondiale et pendant les années révolutionnaires, 1914-1920], Carlsson, Stockholm 2005.

<sup>50</sup> Tanner, devenu président du parti social-démocrate, fut plusieurs fois ministre. Il porta la responsabilité de l'entrée en guerre de la Finlande au côté de l'Allemagne nazie contre l'URSS.



Les troupes gouvernementales du SPD à l'œuvre, près d'Alexanderplatz, lors de la grève générale de mars 1919. Ces lansquenets assassineront environ 2.000 prolétaires berlinois.

ALLEMAGNE. – Après le 16 décembre 1918, jour où le Congrès national des conseils d'ouvriers et de soldats se suicide – en faisant de l'Assemblée constituante, qui devait siéger en février 1919, la seule autorité légale –, Rosa Luxemburg en tire une leçon politique essentielle, à trois semaines de son assassinat :

**La révolution vivra sans les conseils, sans la révolution les conseils sont des cadavres<sup>51</sup>.**

Cette leçon se vérifie dans tous les mouvements révolutionnaires qui se succèdent à partir de janvier-mars 1919 à Berlin, dans la Ruhr et en Haute-Silésie, jusqu'à l'Action de mars 1921 en Allemagne centrale. La formation de républiques des conseils, s'appuyant sur la formation de gardes rouges, devient un phénomène résiduel. En dehors de la République socialiste de Brunswick (10 novembre 1918–17 avril 1919), de celle des conseils de Brême (10 janvier–4 février 1919), toutes écrasées par la Reichswehr et les corps francs de Noske, on ne peut guère mentionner que la République des conseils bavarois d'avril 1919, et surtout l'insurrection prolétarienne de mars 1920 dans la Ruhr, qui s'appuie autant sur des conseils ou comités d'action que sur son armée rouge. Faute d'extension par capillarité des conseils révolutionnaires, ceux-ci meurent, mais ne sont des «cadavres» que pour autant ils sont écrasés par la contre-révolution.

Il est impossible de ne pas mentionner la République bavaroise qui ne fut pourtant «conseilliste» que deux semaines. Le 8 novembre, l'Indépendant pacifiste Kurt Eisner, nommé ministre-président, avait proclamé – avec l'appui

---

<sup>51</sup> Rosa Luxemburg, *Gesammelte Werke*, Band IV, Dietz Verlag, Berlin, 2001, p. 455. Souligné par nous.

des conseils – la République et la fondation de l'État libre et populaire de Bavière (*Freier Volksstaat*), en cherchant à faire coexister la chèvre et le chou, le Parlement et les conseils. Le 10 janvier 1919, Eisner révèle vite sa vraie nature (derrière son style très «bohème de café littéraire») : il fait arrêter des membres du KPD et du Conseil révolutionnaire, dont Max Levien (KPD) et Erich Mühsam et doit vite les libérer. Le SPD étant devenu majoritaire au *Landtag*, Eisner est assassiné le 23 février 1919 par un extrémiste de droite. Une autre page s'ouvre en avril 1919, celle de la République des conseils de Bavière.



Révolution à Munich, avril 1919, garde rouge à la parade sur le Champ de Mars.

La République des conseils bavaroise est un cas à part, le dernier exemple où les soldats, non encore démobilisés, et les 6.000 ouvriers des usines d'armement (les usines Krupp à Munich) jouent un rôle d'avant-garde. 50.000 soldats étaient logés temporairement à Munich, soit le cinquième de la population adulte. En mars 1919, les 40.000 chômeurs de Munich constituaient une armée ralliée à la révolution. Dans la Bavière rurale, les conseils n'avaient d'existence que dans le centre textile d'Augsburg; ailleurs ils faisaient office de conseils municipaux.

Lorsque se constitue le 7 avril une république des conseils dans le bureau du ministre SPD Schnepfenhorst, qui devait rassembler toutes «des forces de gauche» jusqu'aux anarchistes et au KPD (qui refuse), c'est avec l'intention de faire appel à la Reichswehr. Les deux chefs SPD Schnepfenhorst et Johannes Hoffmann partent vite hors de Munich fonder leur «gouvernement», en fait les noyaux de la contre-révolution blanche. Le gouvernement de Munich, composé d'USPD, comme Ernst Toller, qui rêve de jouer le rôle d'un Lénine bavarois, Erich Mühsam et Gustav Landauer se trouve vite dépassé. Après une vaine tentative contre-révolutionnaire blanche écrasée à Munich, grâce au KPD, la coalition anarchistes-USPD cède la place, le 13 avril, à un gouvernement communiste qui durera jusqu'au 30 avril. Les conseils d'usine de Munich et leurs délégués révolutionnaires armeront les ouvriers et désarmeront la bourgeoisie. Une véritable armée rouge put même être constituée en peu de temps, forte de

15.000 hommes. Elle ne put rien contre les 30.000 lansquenets des corps francs expédiés par Noske et les corps francs bavarois, où s'illustrèrent déjà le capitaine Röhm, le futur chef des S.A. et le petit caporal moustachu, mouchard de l'état-major, Adolf Hitler. La répression une fois de plus fut sanglante, et l'un des révolutionnaires les plus capables, Eugen Leviné fut fusillé sur ordre du SPD. Pour services rendus à la contre-révolution, son chef bavarois Johannes Hoffmann put être intronisé, président du Land de Bavière.

Après l'écrasement de la République bavaroise, on peut dire que les conseils sont morts, mais pas leur mouvement. Ils subsistent comme potentialité sous la forme d'organisations politiques et économiques, les unions ouvrières (AAU) ou les organisations révolutionnaires d'entreprise (*revolutionäre Betriebsorganisation*). L'apparition de comités d'usine, de comités de chômeurs ou de comités d'action révolutionnaire traduit à chaque fois l'immense potentiel révolutionnaire du prolétariat allemand.

Le phénomène le plus significatif de cette rémanence révolutionnaire est celui des unions ouvrières, qui se créent en réaction à la politique contre-révolutionnaire des «syndicats libres», alors que se conjuguent le chômage, l'inflation et la faim tenace qui cisaille les estomacs des prolétaires. La première union, celle des mineurs, s'était constituée dans la Ruhr le 30 mars 1919. Composée de syndicalistes-révolutionnaires et de communistes, elle fut détruite par les «gardes civiques» et les corps francs, mais se reconstitua en juin sous le nom d'Union de Gelsenkirchen. Bientôt se généralisèrent les unions anarcho-syndicalistes (FAUD) et surtout les unions marxistes se réclamant, comme l'AAUD, de la «dictature du prolétariat», une dictature qui émanerait des «conseils révolutionnaires d'entreprise» (*revolutionäre B.O.*), sorte de groupes d'usine du parti révolutionnaire, qui souvent avaient constitué des caches d'armes. Un grand nombre d'ouvriers s'était rallié aux Unions ouvrières, organisation unitaire de lutte économique et politique jusqu'à la prise du pouvoir par les conseils ouvriers.

Lorsque l'AAUD se fonde officiellement en février 1920, à l'instigation de l'opposition de membres et d'anciens membres du KPD, elle devint vite un phénomène de masse et, malgré la répression, finit par compter entre 120.000 et 200.000 adhérents. Mais les unions ne pouvaient remplir leur fonction que si elles s'intégraient dans une organisation centrale des conseils visant à prendre le pouvoir en ayant formé une armée rouge, puisque toute l'ancienne armée était maintenant démobilisée.

C'est en mars 1920, en réaction au putsch de Kapp – plus ou moins soutenu par la social-démocratie (August Winnig en particulier) – que l'on vit apparaître la plus grande armée rouge que le prolétariat allemand ait jamais formé. Une armée



de 60.000 hommes levée en deux ou trois jours, passant à l'offensive, battant à plat de couture les corps francs et s'emparant de très importants stocks d'armes. La réaction du prolétariat allemand peut être comparée à celle du prolétariat espagnol lors du pronunciamiento de juillet 1936. En trois endroits, le prolétariat prend le pouvoir pour engager la lutte aussi bien sur le terrain social que militaire, formant des conseils ouvriers (surtout dans la Ruhr) ou des comités d'action militaires (lorsqu'il s'agit d'une alliance partis-syndicats). En Allemagne centrale, de façon assez confuse, après des combats armés à Gotha, Gera, Halle, dans le Vogtland (avec Max Hoelz), ou pacifiquement, comme à Chemnitz (sous la direction de Brandler), le prolétariat «prend le pouvoir». On devrait préciser : «plus ou moins». Il en est de même à Kiel et dans la région de Schwerin, mais pas à Hamburg et à Brême. À Hambourg, la «gauche» représentée par Laufenberg et Wolffheim réagit comme le KPD : *«la grève générale est une absurdité générale»*. Cette position est aussi défendue par la direction de la FAU anarcho-syndicaliste qui, pacifisme oblige, est contre la lutte armée. La base de la FAU ne suivra pas sa direction et sera la plus active dans le combat, au côté de l'opposition du KPD qui allait bientôt former le KAPD, en avril 1920.

C'est bien dans la Ruhr, mais pas toujours de façon coordonnée et centralisée (il y aura 6 directions militaires !), que le mouvement va le plus loin vers une prise totale du pouvoir, après l'entrée dans la grève générale de 300.000 mineurs. Dès que les corps francs se manifestent, ainsi que les gardes locales composées d'adhérents SPD (cas de Dortmund, où elles tirent sur les ouvriers), surgissent des bureaux de recrutement qui donnent naissance à une véritable armée rouge, forte de 60.000 à 80.000 hommes. Les conditions pour se battre sont six mois au front minimum pendant la guerre et l'appartenance à un «parti ouvrier» ou à un syndicat ou à une union ouvrière (AAU et FAU). Dans certains endroits, la dictature du prolétariat est proclamée et le ravitaillement, comme l'armement, sont placés sous l'autorité des conseils. Les corps francs sont chassés de la Ruhr et les milices SPD («milices civiques» ou «républicaines») désarmées.

Lorsque le putsch de Kapp eut échoué, le SPD revint aux affaires, mais en se débarrassant de Noske. Kapp doit s'enfuir en Suède, le SPD ne reste pas inactif et se réinstalle au pouvoir, sans Gustav Noske, mais avec Gustav Bauer – puis Hermann Müller – comme chancelier. Ce dernier charge le chef de la Reichswehr Von Seeckt de constituer des tribunaux d'exception contre les insurgés ouvriers. Des corps francs d'étudiants, enragés contre les ouvriers, sont constitués et répandent la mort. Mais, il fallait avant tout désarmer les 80.000 ouvriers de la Ruhr. Ce fut le sens des négociations de Bielefeld, menées une fois de plus par le SPD, Commissaire du Reich, Carl Severing, qui avait déjà sévi en 1919 dans la Ruhr en secondant la Reichswehr. Les accords de Bielefeld, signés le 24 mars par

les Indépendants et deux membres du KPD, entraînent le désarmement d'une partie de l'Armée rouge, tandis que le Front de l'Ouest refuse l'Accord. Arguant de ce refus, le gouvernement SPD fait marcher les troupes du général Watter le 4 avril. Ce fut une nouvelle boucherie : fusillades de masse, y compris des infirmières de la Croix-Rouge, toutes et tous étant jetés dans des fosses communes.

Cette défaite autant militaire que politique fut décisive, beaucoup plus que celles de janvier et mars 1919<sup>52</sup>. Mais c'est dans ces conditions que se créait au même moment le KAPD, scission du KPD, dont les militants, appuyés par l'AAU, avaient joué un rôle majeur dans les combats de la Ruhr. Ce parti en appelait à la poursuite, jusqu'à la victoire, de la «révolution mondiale». Mais la «révolution mondiale» s'éloignait déjà...

AUTRICHE. – L'austromarxisme au pouvoir se chargea lui aussi de liquider, mais sans la moindre opposition du prolétariat, les conseils ouvriers qui s'étaient formés en octobre-novembre, localement et sans aucuns liens mutuels, par le jeu même du vide du pouvoir provoqué par la disparition de la monarchie des Habsbourg.

Les seuls liens réels se firent entre conseils ouvriers locaux et conseils de paysans pour s'opposer aux réquisitions et gérer le ravitaillement. La «collaboration» fit vite place à l'hostilité. Les paysans, «travaillés» par la bourgeoisie et le clergé, reprochaient aux conseils ouvriers d'avoir donné le «mauvais exemple» aux ouvriers agricoles, qui maintenant par la grève s'opposaient directement aux propriétaires fonciers. D'autre part, les paysans fortement armés, étaient prêts à former des milices contre-révolutionnaires.

On peut dater la fin des conseils ouvriers, indépendants de l'État. Le conseil ouvrier de Linz réunit, le 19 février 1919 une conférence qui **demanda à la social-démocratie autrichienne** de convoquer une conférence nationale de tous les conseils. La conférence nationale, qui se déroula le 1<sup>er</sup> mars, donnait tout le pouvoir à la social-démocratie. La nouvelle «légalité» transforma de fait les conseils, tout comme en Allemagne, en comités d'entreprise aux mains des «austromarxistes».

Lorsque le pouvoir des conseils fut instauré en Hongrie le 21 mars 1919, puis en Bavière le 7 avril, l'Autriche était parfaitement «normalisée». Les tentatives du jeune Parti communiste d'Autriche allemande de troubler cette normalisation furent vaines. La manifestation des chômeurs, de démobilisés et d'invalides le 18 avril fut matée dans le sang. Conscientes du danger révolutionnaire, la

---

<sup>52</sup> Chris Harman, op. cit., p. 127-159.

Commission d'armistice permit au gouvernement (socialiste et chrétien-social) de maintenir la «milice patriotique» (*Volkswehr*), alors qu'elle devait être rapidement démobilisée. Aussi la tentative de putsch organisée par le Hongrois Ernst Bettelheim, envoyé à Vienne par Béla Kun, échoua lamentablement. Le 14 juin tous les dirigeants du KPÖ étaient arrêtés. Lorsque, le lendemain (jour prévu pour le putsch), 8.000 manifestants voulurent les libérer, ce fut un bain de sang : 20 morts et d'innombrables blessés. Le parti vit ses effectifs passer de 50.000 à 10.000 adhérents.

Comme le note Yvon Bourdet :

Par leur refus de prendre le pouvoir, les socialistes autrichiens interrompaient la chaîne de la révolution sociale; s'ils avaient agi autrement les trois républiques prolétariennes se seraient réciproquement renforcées et auraient sans doute provoqué un élan révolutionnaire irrésistible qui se serait propagé dans l'Europe entière<sup>53</sup>.

Une assertion qu'il faut nuancer, car l'austromarxisme avait pris de fait le pouvoir en novembre 1918, ou plutôt le pouvoir était tombé directement dans son escarcelle et il l'avait vite partagé avec les chrétiens-sociaux.

Un autre facteur a joué dans la défaite de la vague révolutionnaire de 1919 : l'isolement de la Russie révolutionnaire, affrontant en Ukraine proche la contre-révolution blanche. Enfin les attermolements de la République des conseils hongroise ont certainement contribué aussi à interrompre cette «chaîne de révolutions sociales».

---

<sup>53</sup> Présentation d'Yvon Bourdet de la brochure de Max Adler *Démocratie et conseils ouvriers*, Maspéro, 1967, p. 32.



Grand meeting du 23 mars 1919, Budapest. Sándor Garbai, président du Conseil du gouvernement révolutionnaire ouvre la session du parlement, sur ses marches. À côté de lui, Béla Kun, commissaire du peuple aux affaires extérieures, et Béla Szántó, Commissaire du peuple à la défense.

HONGRIE. – Contrairement à l'Allemagne, l'équilibre précaire entre les deux pouvoirs – celui de Károlyi, s'appuyant en partie sur la social-démocratie, et celui des conseils – dura plus longtemps, jusqu'en mars 1919.

L'opposition des masses grandissait. Les communistes souvent très jeunes et très radicaux passèrent de la théorie de la socialisation à la pratique. Ils incitaient les petits paysans à rejeter les décisions des commissions agraires favorables aux propriétaires moyens, à fonder des coopératives et à brûler tous les actes notariés. Dans les centres urbains, où se développait le chômage, ils appelaient à ne plus payer les loyers et à socialiser les habitations.

Le clash était inévitable avec la social-démocratie, principal soutien (avec les radicaux) de Károlyi. Le 20 février, les chômeurs se sentant insultés par «La Voix du peuple» (*Nepszava*), l'équivalent du *Vormärts* allemand, attaquèrent le journal, aidés par les marins et les ouvriers des faubourgs. La lutte dura toute une journée et laissa huit morts sur le pavé, dont quatre gendarmes. Par ordre de Károlyi, 68 responsables du PCH (MKP en hongrois), dont Bela Kun, furent arrêtés. Kun fut tellement roué de coups par les gendarmes dans sa geôle qu'il faillit en mourir. Le pouvoir dut faire marche arrière et Béla Kun put tenir salon dans sa prison, au cas où...

Pour faire diversion, un «geste» à l'égard de milliers d'ouvriers agricoles et petits paysans qui occupent les terres, Károlyi, complètement dépassé, procède en grandes pompes, au partage de ses latifundia (100.000 ha).

Partout, la situation sociale était volcanique. Le 7 mars, les conseils ouvriers exigèrent la socialisation des moyens de production. Le 18 mars, le conseil des

métallos, sur l'île de Csepel (Budapest), qui s'étaient emparés de leurs usines depuis novembre 1918, furent 30.000 à adhérer au Parti communiste. Ils décidèrent, en outre, d'entrer armés le 23 mars à Budapest, et de chasser le gouvernement. Deux jours après, le syndicat des typos décidait que seuls sortiraient de presse les journaux communistes.

Or, au même moment, la prétendue «Conférence de la paix» de Paris adressa, par l'intermédiaire de la mission militaire française à Budapest, un ultimatum : faire reculer les frontières hongroises de 100 km afin de les céder aux troupes roumaines. Pour la France et ses clients tchèque, roumain et yougoslave, le but est de démembler le territoire hongrois, pour satisfaire les appétits de ses alliés (Tchécoslovaquie, Roumanie) mais aussi pour ouvrir la voie à une conquête de la Russie bolchevik par les troupes de l'Entente.

Le 21 mars 1919, le comte Michel Károlyi est contraint démissionner, et remet «le pouvoir au prolétariat», en fait pour reconstruire économiquement le pays et pouvoir mener une lutte militaire pour éviter un total démembrement du pays :

[...] La production ne peut être assurée que si le prolétariat prend la tête des affaires. L'état économique est critique; la situation extérieure ne l'est pas moins. La Conférence de la Paix de Paris a pris en secret la décision d'occuper militairement la presque totalité du territoire hongrois. [...] Le but évident [...] est de faire de notre pays une base stratégique contre l'armée des Soviets russes qui combat sur la frontière de la Roumanie. **Le territoire qui nous est dérobé doit servir de salaire aux troupes roumaines et tchèques avec la volonté de briser les forces de la Révolution. Moi, président de la République populaire hongroise, face à cette décision de la Conférence de Paris, je m'adresse au prolétariat du monde pour obtenir aide et justice. Je démissionne et je remets le pouvoir au prolétariat du peuple de Hongrie**<sup>54</sup>.

Le pouvoir tombait tout rôti dans le bec du nouveau parti constitué le même jour : le Parti socialiste unifié de Hongrie – appelé plus tard «socialiste-communiste» –, où 40.000 communistes s'unissaient à plus de 700.000 social-démocrates. Le protocole d'accord est très significatif : le nouveau parti *«prend immédiatement le pouvoir au nom de la dictature du prolétariat»*. Les conseils ouvriers qui donc n'ont pas pris le pouvoir par et pour eux-mêmes sont salués d'un coup de chapeau institutionnel : *«Cette dictature est exercée par les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Il n'y aura pas d'Assemblée nationale»*.

Il est notable que le gouvernement des conseils se forme *sur mandat du nouveau parti*, et non des conseils. Alors que les conseils se sont formés dans tout le pays et exercent le pouvoir local, un appel au peuple hongrois, rédigé par Kun et Pógány, parle de les (re)construire dans tout le pays. Le pouvoir judiciaire n'est

---

<sup>54</sup> Bardy, op. cit., p. 85-86. Karolyi fit signer ce document par son secrétaire Simonyi. Souligné par nous.

pas séparé de l'exécutif et du législatif, ce qui peut laisser le prolétariat impuissant face à une répression de «son» État s'abattant sur lui :

*Sur mandat du parti*, le pouvoir gouvernemental appartient au Conseil du gouvernement révolutionnaire. Le devoir de ce conseil sera de construire, à l'échelon du pays, des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. La dictature des conseils ouvriers, paysans et soldats exerce les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire<sup>55</sup>.

Devenu parti de masse, comme en Russie, le PSUH regroupa en juin 1919 un million de membres<sup>56</sup>. Les syndicats, contrôlés par le parti, connaîtront une croissance tout aussi vertigineuse, lorsque la carte d'adhésion servit de sésame d'accès aux magasins d'alimentation et fut même utilisée comme monnaie par les membres de la classe possédante pour accroître leur consommation.

Lénine se laisse aveugler par cette formation d'un parti de masse qu'il compte bientôt former en Allemagne par la fusion du KPD et de l'USPD. S'adressant aux prolétaires hongrois, il affirme :

Camarades, les nouvelles que nous recevons des dirigeants des Soviets hongrois nous remplissent d'enthousiasme et de joie. Il y a un peu plus de deux mois que le pouvoir soviétique existe en Hongrie; or, **en matière d'organisation, le prolétariat hongrois semble nous avoir déjà dépassés.** [...] **La révolution prolétarienne hongroise aide même les aveugles à recouvrer la vue.** Le passage à la dictature du prolétariat en Hongrie s'est effectué sous une tout autre forme qu'en Russie : démission volontaire du gouvernement bourgeois, rétablissement instantané de l'unité de la classe ouvrière, de l'unité du socialisme *sur la base du programme communiste.* [...] Camarades ouvriers hongrois, **vous avez donné au monde un exemple meilleur que celui de la Russie soviétique, parce que vous avez su rallier d'emblée tous les socialistes sur un programme de véritable dictature prolétarienne**<sup>57</sup>.

Les «socialistes unifiés» étaient loin d'avoir de s'être ralliés à la «dictature du prolétariat». La social-démocratie et les syndicats social-démocrates consolident en fait leur emprise en dehors de Budapest et ne furent jamais contrôlés par la masse des ouvriers. Les conseils locaux s'apparentaient à de classiques organes de gestion municipale :

Bien des secrétaires, dirigeants et permanents (*Funktionäre*) de l'ancien parti social-démocrate et des syndicats commencèrent soudain secrètement à faire obstruction, parce qu'ils se sentaient partiellement évincés des positions de pouvoir qu'ils occupaient auparavant. Les soviets locaux évisaient en leur sein un directoire qui assurait les fonctions de conseillers municipaux, de maire, de juge, de président du tribunal ou du comité de district. [...] ce furent exactement les mêmes dirigeants et secrétaires de l'ancien parti et des syndicats qui furent fréquemment élus au comité exécutif du directoire. Tout le monde doit

---

<sup>55</sup> Dominique Gros, *Les conseils ouvriers. Espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie 1917-1920*, thèse, 1973, 3 vol., Université de Dijon, p. 36-37 [Appel au peuple hongrois, *Vörös Ujsag*, 22 mars 1919, sans doute rédigé par Béla Kun et József Pogány].

<sup>56</sup> Papp, op. cit., chap. VI.

<sup>57</sup> Lénine, «Salut aux ouvriers hongrois», 27 mai 1919, in *Œuvres*, vol. 29, p. 392-395. Souligné par nous.

admettre que le *travail administratif réalisé par les conseils ne fut pas de nature communiste*<sup>58</sup>.

Certes, on peut retenir certains aspects de l'œuvre de la Commune de Budapest qui rappellent un peu celle de la Commune de Paris entourée elle aussi par les armées de la contre-révolution (celles de Bismarck et de Thiers), et beaucoup le «communisme de guerre» russe, dans un stade de désorganisation de l'économie handicapée par la mobilisation militaire et étouffée aux par le blocus des armées de l'Entente.

Les ouvriers soutinrent sans réserve (le Parti communiste, avant la fusion était prolétarien à 80 p. 100) le nouveau régime, du moins au début, tant qu'il sut résister avec la plus grande énergie à la contre-révolution extérieure. La «démocratie prolétarienne» semblait l'emporter. Les conseils étaient élus directement (et par scrutin secret) par les hommes et les femmes âgés de 18 ans. En étaient exclus les prêtres – qui continuaient à être salariés – et les riches. Dans les campagnes, la majorité des paysans moyens étaient comptabilisés comme exploités. Lors des élections d'avril, Budapest ouvrier vota à 70 p. 100 : les comités d'usine, d'établissement et de locataires envoyaient leurs élus dans les conseils d'arrondissement, pour former le Grand conseil révolutionnaire.

Le régime des commissaires du peuple (appelé Conseil de gouvernement révolutionnaire), dirigé de fait par Béla Kun et Tibor Szamuely était loin d'avoir neutralisé la paysannerie. Le décret sur la terre du 3 avril 1919 entraînait la nationalisation des domaines de plus de 44 ha, recommandait les coopératives et rejetait le partage des terres tant attendu par les ouvriers agricoles. Alors que ces coopératives devenaient des entreprises d'État gérées par d'anciens propriétaires, les réquisitions inévitables et la livraison de surplus à des prix imposés ou par troc mécontentèrent la paysannerie petite et moyenne. Vers la fin, lorsque la situation militaire devint désespérée, éclatèrent dans l'ouest des insurrections paysannes qui furent matées par Tibor Szamuely.

Les mesures économiques adoptées pendant les 133 jours de la Commune de Budapest furent prises dans l'urgence. Plus que les mesures de nationalisation des moyens de production et de transport, des assurances et institutions financières, etc., plus que l'intense effort culturel mené par philosophe György Lukacs, le prolétariat apprécia surtout le secours aux chômeurs et aux handicapés, les efforts éducatifs pour les enfants de prolétaires, qui connurent leurs premières vacances, mais aussi l'obligation faite aux bourgeois expropriés de travailler de leurs mains.

---

<sup>58</sup> Souligné par nous. Source : [Béla Szántó (anonyme)], «Die wahren Ursachen des Zusammenbruchs der föderativen ungarischen Räterepublik», in *Die Internationale* n° 15-16, 1<sup>er</sup> nov. 1919, p. 301. Du même, cf. : *Klassenkämpfe und Diktatur des Proletariats in Ungarn*, Secrétariat ouest-européen du Komintern, Schwarz & Co., Berlin, 1920 (introduction de Karl Radek).

Ce qui marqua le plus le prolétariat de Budapest, ce fut la réquisition de logements bourgeois dont bénéficièrent 300.000 personnes, la baisse des loyers de 20 p. 100, et même leur suspension durant la Commune<sup>59</sup>.

Satisfait, Béla Kun dans le *Népszava* du 27 mars avait proclamé : «*Nous sommes déjà tellement à gauche qu'il est impossible d'aller plus loin. Un tournant encore plus à gauche ne pourrait être qu'une contre-révolution*». Mais ces mesures en soi n'avaient rien de communiste, pas plus que la création de «bons de confiance», sorte de «bons de travail» donnant accès aux magasins, mais qui autant que les cartes syndicales se dévaluèrent autant que la monnaie. De même n'étaient pas «communistes» en soi la fixation de la durée de travail à 48 heures et l'instauration de congés payés, même si le salaire *réel* des ouvriers d'industrie augmenta de 24 p. 100<sup>60</sup>.

Dès le départ, en fait, la république des conseils jouait sa survie, ne pouvant compter ni sur l'éphémère république des conseils bavaroise ni sur l'aide de l'Ukraine partiellement aux mains des armées blanche et polonaise. Lorsque l'invasion roumaine, guidée par la France, commença, l'Armée rouge comptait sur 50.000 volontaires, dont des brigades internationalistes. L'effort de guerre du régime, qui avait proclamé comme en Russie «la patrie socialiste en danger» paya : il y eut 200.000 hommes sous le drapeau rouge en juin. Les syndicats furent les principaux artisans de l'enrôlement des ouvriers. Les troupes de choc étaient les gardes rouges et les Gars de Lénine dirigés par József Czerny, appuyés par Tibor Szamuely, qui menèrent aussi des actions de terreur mal contrôlée face à la contre-révolution intérieure, mais une terreur bien modeste par rapport à celle, gigantesque, qui caractérisa le régime de Horthy.

Le régime des conseils, dirigé par Béla Kun, fut surtout victime de ses hésitations mais aussi trahisons intérieures. Lorsque l'Armée rouge, poussée par l'enthousiasme révolutionnaire des ouvriers, avançait – au point d'aider à la formation d'une république des conseils slovaque – Béla Kun reculait. Face aux menaces de Clemenceau, représentant de l'Entente, il finissait, parlait d'établir un nouveau Brest-Litovsk : l'Armée rouge se retirait des territoires reconquis et le front était abandonné à la contre-révolution. D'où une démoralisation grandissante qui mina les troupes rouges. Les socialistes majoritaires dans le Parti cherchèrent alors à composer avec l'Entente. Vilmos Böhm, démissionnaire du commandement suprême, fut envoyé à Vienne et négocia avec l'Entente. Lorsque le 30 juillet, les Roumains furent presque aux portes de Budapest, la

---

<sup>59</sup> Legall, op. cit., p. 86-87.

<sup>60</sup> Ce fait positif chagrinait l'ancien ministre des finances de la République des conseils Eugen (Jenö) Varga. Dans son exil viennois (un château), il écrivit une brochure : *Die wirtschaftspolitischen Probleme der proletarischen Diktatur*, Genossenschaftsverlag der 'Neuen Erde', Vienne, 1920, où il pestait contre «*les sentiments cupides et égoïstes des ouvriers (qui) sont prisonniers de l'état d'esprit capitaliste*».



majorité du Conseil du gouvernement révolutionnaire en majorité se rangea à l'idée qu'il fallait céder le pouvoir à la social-démocratie et se préparer à l'exil. L'abandon du pouvoir fut officialisé le premier août sans appel aux conseils à passer dans la clandestinité. Les troupes roumaines entrèrent à Budapest et préparèrent l'entrée de l'amiral Horthy le 16 novembre. La terreur blanche fut effroyable : 5.000 exécutés, dont une centaine d'ouvriers des usines Csepel exécutés à la mitrailleuse, 70.000 internés en camp. Il y eut 100.000 émigrés. Les meilleurs dirigeants communistes, Tibor Szamuely et Otto Korvin, furent assassinés.

Avant de s'enfuir à Vienne dans un train spécial, Bela Kun tint le premier août ce discours dans une réunion commune du Conseil de gouvernement révolutionnaire et du comité central du Parti socialiste-communiste :

Le prolétariat de Hongrie n'a pas seulement trahi ses dirigeants, mais lui-même. ***S'il y avait eu un prolétariat révolutionnaire avec une conscience de classe, la dictature du prolétariat ne serait pas tombée ainsi.*** J'aurais préféré une fin différente. J'aurais aimé voir le prolétariat combattre sur les barricades [...] déclarant qu'il préférerait mourir qu'abandonner son pouvoir [...]. Je vois maintenant que notre expérience pour l'éducation des masses prolétariennes de ce pays pour en faire des révolutionnaires dotés d'une conscience a été vaine. ***Ce prolétariat a besoin de la dictature la plus inhumaine et la plus cruelle, de la dictature de la bourgeoisie pour devenir révolutionnaire***<sup>61</sup>.

Béla Kun se dédouanait ainsi de sa pusillanimité, un défaitisme qui tranchait avec le courage des prolétaires hongrois qui auraient lutté les armes à la main jusqu'au bout, comme ceux de la Commune de Paris, s'ils n'avaient été trahis par leurs dirigeants, communistes qui avaient démissionné pour remettre le pouvoir de transition à la social-démocratie de droite, avant l'occupation de Budapest par les troupes roumaines et alliées.

Pour Béla Kun, le prolétariat devait être écrasé pour faire l'effort d'être révolutionnaire. Rappelons que cette «analyse» fut reprise par le KPD juste avant la venue au pouvoir de Hitler.



Plus que sur cette «œuvre» des conseils, finalement limitée dans le temps et l'espace, on doit s'interroger moins sur le pourquoi de la disparition du pouvoir des conseils que sur le processus (le comment) qui mène à leur finale disparition.

---

<sup>61</sup> Rudolf Tőkés, *Béla Kun and the Hungarian Soviet Republic: The Origins and Role of the Communist Party of Hungary in the Revolutions of 1918–1919*, Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford University, 1967, p. 203-204. Cité d'après Böhm (Vilmos) [ancien chef de l'Armée rouge hongroise], *Két forradalom tüzeben* [Dans le feu de deux révolutions], Bécsi Magyar Kiadó, Vienne, 1923. Souligné par nous.

Si les conseils perdent le pouvoir par l'offensive généralisée des armées impérialistes soutenues par leurs mercenaires locaux, il reste que la voie la plus certaine de la défaite pour les conseils est la contre-révolution qui s'insinue de l'intérieur, d'autant plus sournoise quand elle émane d'un «État prolétarien» autoproclamé.

b) *L'ennemi intérieur de la «dictature du prolétariat» en Russie : le prolétariat ?*

Très rapidement, le nouveau régime russe trouvera un autre adversaire intérieur, qui n'est plus seulement les gardes blancs et les paysans récalcitrants à la politique de réquisitions, mais la masse des ouvriers. Cela survient très tôt, dès mai 1918. Près de Petrograd, le 14 juin, un détachement de la tcheka tire sur une marche de la faim d'ouvriers dont la ration de farine mensuelle était tombée à deux livres : 10 morts. Le lendemain, la loi martiale est imposée dans une cité ouvrière : 14 personnes sont fusillées par la tcheka locale, qui n'en réfère même pas à Moscou. Lorsqu'il y avait grèves et manifestations ouvrières, les autorités répondent par le lock-out des usines nationalisées. L'assassinat du tribun bolchevik Volodarski entraîne une vague d'arrestations ouvrières à Petrograd. Plus de 800 «meneurs» furent arrêtés, ce qui entraîna une grève générale le 2 juillet<sup>62</sup>. L'année 1919 fut une année noire pour les ouvriers qui voulaient défendre leurs droits les plus élémentaires par la grève. À Astrakhan, début mars, une grève pour des raisons économiques (normes de rationnement très basses) et politiques (arrestations de socialistes non bolcheviques), la grève s'amplifia et dégénéra en émeutes lorsque le 45<sup>e</sup> régiment refusa de tirer sur les ouvriers qui défilaient dans le centre-ville. Kirov, le président du Comité militaire révolutionnaire exige *«l'extermination sans merci des poux gardes-blancs par tous les moyens»*. 2.000 à 4.000 grévistes furent exécutés ou noyés. Les 18 et 19 mars, la «fleur russe du prolétariat d'industrie», 200 ouvriers grévistes des usines Poutilov sont fusillés par la tcheka, après que celle-ci les eut prises d'assaut<sup>63</sup>.

#### COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Après la victoire d'Octobre, le pouvoir des conseils devient vite une coquille vide. Les bolcheviks vident les conseils ouvriers de toute leur substance et instaurent progressivement le capitalisme d'État.

---

<sup>62</sup> Cf. Nicolas Werth, «Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreurs en Union soviétique», in *Le livre noir du communisme*, Laffont, 1997, p. 80-122; Jonathan Aves, *Workers Against Lenin: Labour Protest and the Bolshevik Dictatorship*, Tauris, 1996; Workers' Solidarity Movement (Irlande), «How the revolution was lost» : [http://struggle.ws/anarchism/writers/anarcho/revlost\\_critique.html](http://struggle.ws/anarchism/writers/anarcho/revlost_critique.html).

<sup>63</sup> Cf. Nicolas Werth, «Crimes et violences de masse des guerres civiles russes (1918-1921)», 2009 : <https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/fr/document/crimes-et-violences-de-masse-des-guerres-civiles-russes-1918-1921>.

En 1917, Lénine avait affirmé, que bien plus que les conseils territoriaux, les conseils d'usine étaient la substance même de la révolution prolétarienne :

[...] nous devons déplacer le centre de gravité vers les comités d'usine. Ceux-ci doivent devenir les organes de l'insurrection. Nous devons changer notre mot d'ordre et au lieu de dire : «*Tout le pouvoir aux soviets*», nous devons dire «*Tout le pouvoir aux comités d'usines*»<sup>64</sup>.

Ils sont éliminés au profit des syndicats dès janvier 1918. Le célèbre marxiste Riazanov, menchevik conquis au bolchevisme, invite alors carrément les comités d'usine «*à se suicider et à se transformer totalement en éléments de la structure des syndicats*»<sup>65</sup>. Pour les bolcheviks, il n'est plus question de «*contrôle ouvrier*» assuré par les comités d'usine; les syndicats doivent l'emporter comme structure permettant d'élever la productivité dans l'usine :

[...] les organisations syndicales en tant qu'organisations de classe du prolétariat sur une base d'industrie doivent assumer la tâche essentielle de l'organisation de la production et du rétablissement des forces productives du pays, tellement affaiblies<sup>66</sup>.

En conséquence, les comités d'usine, qui avaient été les instruments essentiels du contrôle ouvrier et de l'insurrection en octobre 1917, devenaient des organes syndicaux. Ceux-ci étaient entièrement subordonnés au nouvel État. C'est ce qu'affirme sans ambages le Premier congrès syndical tenu à Moscou (7-14 janvier 1918) :

Le Congrès est convaincu [...] que ***les syndicats se transformeront inévitablement en organes de l'État socialiste***<sup>67</sup>.

Pour Zinoviev, «*l'indépendance des syndicats*» ne pouvait signifier que le doit de soutenir les «*saboteurs*». Il n'est donc pas étonnant que, lors de ce congrès, une résolution proposée par le syndicaliste Grigori Tsiperovitch (membre du groupe «*Novaya Jizn'*») demandant le droit de grève pour la défense des intérêts ouvriers soit purement et simplement rejetée<sup>68</sup>.

---

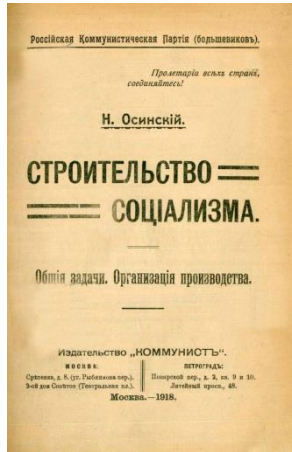
<sup>64</sup> Maurice Brinton, *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier. L'État et la contre-révolution, Autogestion et socialisme* n° 24-25, sept.-déc. 1973, p. 69.

<sup>65</sup> Premier congrès panrusse des syndicats, 7-14 janvier 1918, compte rendu sténographique en russe, p. 235. Cité par Brinton, op. cit., p. 94.

<sup>66</sup> Cité dans la brochure du bolchevik russe Alexandre Chliapnikov – futur chef de l'Opposition ouvrière avec Alexandra Kollontaï – sur les syndicats : *Die russischen Gewerkschaften*, Kleine Bibliothek der Russischen Korrespondenz, Leipzig, 1920.

<sup>67</sup> Brinton, op. cit., p. 102.

<sup>68</sup> Ibid.



Brochure d'Osinskij (Valerian Obolenskij), *La Construction du socialisme*, une critique du capitalisme d'État russe. Imprimerie Kommunist', Moscou, 1918.

La situation était devenue tellement intolérable pour les ouvriers d'usine que la gauche bolchevik (Boukharine, Osinskij, Radek, Smirnov, etc.), organisée autour de la revue *Kommunist* mettait en garde contre «une politique du travail destinée à imposer une discipline aux travailleurs», qui pourrait mener au capitalisme d'État, à la complète démoralisation du prolétariat, qui n'aura plus de parti exprimant ses intérêts propres :

L'introduction de la discipline dans le travail en liaison avec la restauration de la gestion capitaliste dans l'industrie ne peut pas réellement augmenter la productivité du travail, mais elle diminue l'initiative de classe, l'activité et la capacité d'organisation du prolétariat. Elle menace d'asservir la classe ouvrière et va accroître le mécontentement non seulement parmi les éléments arriérés, mais aussi parmi l'avant-garde prolétarienne. Pour réaliser dans la pratique ce système, étant donné la haine régnant dans le prolétariat contre «les saboteurs capitalistes», **le Parti communiste devra s'appuyer sur la petite-bourgeoisie contre les ouvriers et se détruire lui-même en tant que parti prolétarien**<sup>69</sup>.

À partir de mars 1918, les syndicats sont devenus des courroies de transmission du parti bolchevik, parti unique, qui militarise le travail pour les besoins de la guerre civile, introduit le salaire aux pièces, l'obligation des heures supplémentaires, la nomination des chefs d'entreprise par le nouveau pouvoir, et «l'émulation socialiste», voire les camps de travail, pour l'édification d'un capitalisme d'État.

Après juillet 1918, la «terreur rouge» – instaurée en décembre 1917 par décret – est déjà bien en place. Les congressistes SR de gauche sont arrêtés, après

<sup>69</sup> Тезисы о текущем моменте [Thèses sur la situation actuelle], *Kommunist* n° 1, Moscou, 20 avril 1918. Voir la traduction par Brinton, op. cit., p. 109-110. Souligné par nous.

l'attentat commis contre le comte Mirbach. Les partis d'opposition (SR et mencheviks) ne peuvent plus présenter de candidats même dans les coins les plus reculés. Pour obtenir des soviets complètement monolithiques, il était fréquent d'annoncer au dernier moment la date des élections. Les mandats de députés peu sûrs étaient automatiquement invalidés. Ceux-ci étaient remplacés par les représentants des syndicats militarisés et des délégués de l'Armée rouge nommés par le pouvoir central bolchevik. Désormais, les comités exécutifs des soviets étaient nommés par le pouvoir. Dans les zones de front et les territoires reconquis par l'Armée rouge, furent instaurés non des soviets – comme cela était prévu par la Constitution du 10 juillet 1918 – mais des «comités révolutionnaires» aux pouvoirs dictatoriaux nommés par le comité local du Parti<sup>70</sup>.

L'année 1919, c'est la militarisation du travail, avec l'utilisation du taylorisme et du salaire aux pièces, qui est à l'ordre du jour<sup>71</sup>. Les ouvriers, dixit Lénine, «*doivent obéir sans réserve à la volonté unique des managers*». Lénine va plus loin en préconisant l'instauration du capitalisme d'État par la dictature :

[...] notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de nous appliquer **de toutes nos forces** à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés **dictatoriaux** pour l'implanter en Russie<sup>72</sup>.

L'année 1919, c'est aussi l'interdiction officielle de toute grève syndicale ou autre, Lénine parle d'une «inévitabilité étatisation des syndicats». La période de transition du capitalisme au socialisme se définit désormais comme une période où le travail est asservi. Trotsky soutiendra au Troisième congrès panrusse des syndicats (avril 1919) la militarisation du travail, l'organisation du servage ayant même été jadis un progrès :

La militarisation du travail [...] est une méthode inévitable d'organisation et de discipline de la main-d'œuvre dans l'époque de transition du capitalisme au socialisme. [...] ***L'organisation du servage a été dans certaines conditions, un progrès et a amené à une augmentation de la production***<sup>73</sup>.

Deux ou trois semaines auparavant, au IX<sup>e</sup> congrès du Parti, le même Trotsky avait suggéré que les «déserteurs» du travail soient embrigadés dans des bataillons disciplinaires ou placés dans des camps de concentration<sup>74</sup>, ce qui ouvrait la voie à la constitution ultérieure d'un archipel du goulag.

---

<sup>70</sup> Anweiler, op. cit., p. 293 et suiv.

<sup>71</sup> Cf. Robert Linhart, *Lénine, les paysans, Taylor*, Seuil, 2010.

<sup>72</sup> Cité par Brinton, op. cit., p. 116.

<sup>73</sup> Souligné par nous. Cette apologie de la militarisation est reprise dans *Terrorisme et communisme*, chap. 9, 1920 : [https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/t\\_c/t\\_c\\_10.htm](https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/t_c/t_c_10.htm).

<sup>74</sup> Brinton, op. cit., p. 149-156.

## BILAN ET PERSPECTIVES

Trotsky, dans ses *Leçons d'octobre* (1924) a cru trouver la pierre philosophale du triomphe futur du prolétariat s'emparant du pouvoir par l'insurrection :

S'il n'y a pas eu de révolution victorieuse à la fin de la guerre, c'est parce qu'il manquait un parti. Cette constatation s'applique à l'Europe tout entière. On pourrait en vérifier la justesse en suivant pas à pas le mouvement révolutionnaire dans les différents pays. ***En ce qui concerne l'Allemagne, il est clair que la révolution aurait pu y triompher en 1918 et en 1919, si la masse avait été dirigée comme il convient par le Parti.*** En 1917, l'exemple de la Finlande nous a montré que le mouvement révolutionnaire s'y développait dans des conditions exceptionnellement favorables, sous le couvert et avec l'aide militaire directe de la Russie révolutionnaire. Mais la majorité de la direction du Parti finlandais était social-démocrate et fit échouer la révolution. Cette leçon ne se dégage pas moins clairement de l'expérience de la Hongrie. Dans ce pays, les communistes, alliés aux social-démocrates de gauche ne conquièrent pas le pouvoir, mais le reçurent des mains de la bourgeoisie épouvantée. La révolution hongroise, victorieuse sans bataille et sans victoire, se trouva, dès le début privée d'une direction combative. ***Le Parti communiste [hongrois] fusionna avec le Parti social-démocrate, montrant par là qu'il n'était pas lui-même vraiment communiste*** et que, par suite, il était malgré, l'esprit combatif des prolétaires hongrois, incapable de conserver le pouvoir qu'il avait obtenu si facilement. La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti ou par un succédané de Parti<sup>75</sup>.

Cette vision, forgée sur l'enclume de l'idéologie «léniniste», après le lamentable fiasco de l'Octobre allemand de 1923 (le putsch de Hamburg), est typique. Elle fait d'un *unique* parti (vite devenu *parti unique*) le *deus ex machina* d'une «révolution prolétarienne» où les conseils d'ouvriers et de soldats ont été jetés dans les «poubelles de l'histoire». Elle traduit aussi une conception quelque peu méprisante pour la masse informe dont le seul honneur aurait été d'être «dirigée» par le Parti. Elle fait aussi de cette «masse» un non-sujet de l'histoire, dénué de conscience, si ce n'est par procuration. Le sujet réel est le «Parti» avec un grand P, et non l'immense masse des prolétaires insurgées contre le régime capitaliste. Elle dédouane enfin le Komintern (et donc Trotsky lui-même) de sa politique désastreuse en Allemagne de fusion du KPD avec les Indépendants en décembre

---

<sup>75</sup> Trotsky, *Les leçons d'Octobre*, 1924, chap. «Des soviets et du parti dans la révolution prolétarienne», Les bons caractères, Pantin, 2015. Souligné par nous.

1920, oscillant entre l'attrait du pouvoir bourgeois et le putschisme en janvier 1919.

Trotsky «oublie», dans cette brochure, de rappeler que le parti bolchevik a connu l'indécision la plus totale jusqu'aux Thèses d'avril de Lénine (7 avril 1917). Kamenev, revenu de Sibérie avec Staline, préconise dans la *Pravda* une politique de «*défense révolutionnaire de la patrie*». À Moscou, le dirigeant bolchevik Viktor Nogin affirme tranquillement que les soviets disparaîtraient au profit des syndicats. Au sommet du futur État, il y aurait l'Assemblée constituante, puis le classique Parlement bourgeois<sup>76</sup>.

La prise du pouvoir par le Parti bolchevik, décidée par Lénine et organisée par Trotski, pour le 25 octobre (7 novembre) à Petrograd couronnait tout un mouvement irrésistible vers la prise du pouvoir par le prolétariat, qu'il soit dans les usines ou en uniforme. Un mouvement qui avait déjà triomphé dans l'Oural, comme le note Trotsky en 1930<sup>77</sup>. Cette prise du pouvoir était le produit d'un double mouvement : une volonté féroce chez les paysans et les ouvriers d'arrêter immédiatement la guerre; un mouvement irrésistible chez les millions de paysans en capotes d'occuper les terres des seigneurs et de la bourgeoisie et de les partager, s'il le fallait sauvagement, par le fer et par le feu. Pour le moujik, pris très vite dans une guerre sans merci entre Blancs et Rouges, l'unique préoccupation était la terre. Un paysan résumait la situation :

Nous, on se fiche du pouvoir, quel qu'il soit, pourvu qu'il établisse un ordre juste. Et qu'il nous laisse la terre. *Si on nous avait donné la terre, nous aurions même accepté le tsar*<sup>78</sup>.

Il s'agissait bien d'une lutte à mort, dont le terme aurait été un nouveau partage de la Russie entre puissances capitalistes, accompagné de massacres allant bien au-delà de ceux de la Commune de Paris. Comme le confessait le général Kornilov :

*Même s'il faut brûler la moitié de la Russie et verser le sang de trois quarts de la population, nous le ferons si c'est nécessaire pour sauver la Russie*<sup>79</sup>.

---

<sup>76</sup> Anweiler, op. cit., p. 184 et 196.

<sup>77</sup> Trotski, *Histoire de la révolution russe*, tome II, op. cit., p. 559 : «*Les ouvriers armés liquidèrent presque imperceptiblement le pouvoir officiel, lui substituant les organes des soviets. [...] L'ouvrier serrait solidement les poings sur son fusil pour défendre l'usine dans laquelle il voyait la source même de sa force. Ainsi les éléments de la dictature ouvrière, dans les entreprises et dans les districts, se fixaient avant même que le prolétariat dans son ensemble ne se fût emparé du pouvoir de l'État*».

<sup>78</sup> Souligné par nous. Cité par Philippe Comte, «Et si Lénine avait été fusillé ?», *La Revue russe* n° 49, Institut d'études slaves, 2017, p. 17. Trotsky pensait que le pouvoir bolchevik n'aurait pas tenu deux semaines, si les Blancs avaient abandonné leur étendard de mercenaires des latifundiaires et approuvé le partage des terres.

Décimé au terme d'une victoire à la Pyrrhus, muselé par la dictature du parti unique, dont le mot d'ordre n'était plus «tout le pouvoir aux soviets», mais l'édification d'un capitalisme d'État sur le modèle allemand, s'appuyant sur les méthodes «scientifiques» du taylorisme, le prolétariat russe ne pouvait même plus compter sur le prolétariat allemand, battu à plate couture par un capitalisme ultra-organisé qui trouva son arme décisive non seulement dans les corps francs mais dans la social-démocratie qui les constitua à grands renforts de publicité dans le *Vorwärts*.

Endormi par plus de 30 années de réformisme de la social-démocratie, qui n'aspirait qu'à gérer les caisses de retraite et d'assurances et les coopératives, pour finalement trouver une voie pacifique de prise de pouvoir par les élections, le prolétariat allemand s'est trouvé dans un véritable état de commotion cérébrale en 1914. La trop grande fidélité à l'idée d'une organisation unique a conduit les spartakistes à adhérer en avril 1917 dans le parti des Indépendants, l'USPD, et l'ont donc cautionné, alors que ce dernier porte une responsabilité écrasante dans la défaite en s'agrégeant le 9 novembre au cabinet d'ordre capitaliste formé par le SPD avec l'aval de l'état-major.

Derrière toute cette indécision du spartakisme, on peut déceler, certes, l'extrême confusion d'un prolétariat qui en novembre 1918 demande que Liebknecht soit au gouvernement et exige l'unité de tous les partis «socialistes». La lassitude de la guerre, le désir d'être vite démobilisés, des défaites sanglantes à répétition, mais aussi les hochets jetés par la social-démocratie (prétendue «socialisation» des usines sous «contrôle ouvrier» par des comités d'entreprise), bientôt le chômage massif où le prolétariat oscille entre révoltes et dépression, la soumission aux syndicats dont le bulletin d'adhésion leur servait de carte de travail, tout cela contribua à parachever la défaite.



Nous ne pensons pas, comme certains portant l'étiquette de «communistes» que l'échec de la vague révolutionnaire des conseils de 1917 à 1921 marquerait la fin d'un «vieux» programme ouvrier, que le prolétariat devrait se nier pour attirer les autres couches de sans-travail ou «surnuméraires», plongés dans des révoltes périodiques, aussi éphémères que spectaculaires. Nous ne pensons pas que

---

<sup>79</sup> Cité par Jean-Jacques Marie, *Trotsky, révolutionnaire sans frontières*, Payot, 2006, p. 183. Souligné par nous.



l'avenir passe par un retour aux «romantiques» luttes barricadières du XIX<sup>e</sup> siècle, où

L'émeute, le blocage, la barricade, l'occupation. La commune. Voilà ce à quoi nous allons assister dans les cinq, quinze, quarante années à venir. La liste n'est pas nouvelle<sup>80</sup>.

Étant donné l'état de conscience actuel du mouvement ouvrier et de ses infimes minorités révolutionnaires, la montée d'un populisme délétère, il est difficile de prévoir s'il y aura dans les 10 ou 20 années à venir une vague prolétarienne prenant une extension pluricontinentale. Pour cela il faudra que la classe révolutionnaire tire les leçons de l'échec des révolutions des conseils en Russie, Allemagne et Hongrie. Il faudra que le prolétariat le fasse en luttant, encore et toujours !

Hier, comme aujourd'hui, il n'y a eu et n'y aura d'autres classes révolutionnaire que le prolétariat, qu'il soit manuel ou intellectuel. Tant que celui-ci, même minoritaire dans la société, n'aura pas de nouveau pris conscience de ses tâches historiques, il n'y aura pas de révolution mondiale. Seul un prolétariat prenant conscience de son existence comme classe est en mesure d'attirer à lui les autres couches sociales : paysans sans terre ou microfundiaires, sans-travail des bidonvilles, petite-bourgeoisie prolétarisée, et l'immense masse des chômeurs. Cela implique l'apparition de minorités politiques organisées en son sein, sous forme de groupes, associations, partis, bien décidées à mettre fin à un système mondial qui mène à une destruction généralisée de toute la planète.

Une révolution qui mette fin (et enfin !) au capitalisme ne peut surgir que dans les zones à forte concentration ouvrière (Europe, Brésil, Mexique, Argentine, Chili, Asie toute entière, particulièrement la Chine hyper-capitaliste devenue l'atelier du monde). L'empire américain demeurera jusqu'à la fin la forteresse la plus solide de la contre-révolution.

Le 29 novembre 2018,  
Philippe BOURRINET\*

---

<sup>80</sup> Joshua Clover, *L'Émeute prime. La Nouvelle Ère des soulèvements*, entremonde, Genève, avril 2018, p. 176.

\* Correspondance : info@left-dis.nl







Budapest, mars 1919, proclamation de la république des conseils :  
«Vive la révolution mondiale».



Dortmund, Ruhr, mars 1920 : les ouvriers forment les bataillons de l'Armée rouge et passent à l'offensive pour repousser les corps francs et la Reichswehr.



9 791094 518144